

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'AGGRAVATION DES IMPOTS SUR LES SUCCESSIONS

Ses conséquences financières, économiques et sociales

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Juin 1925

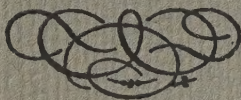
PAR

MAURICE COUTOT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Président : M. ALLIX

Suffragants : MM. HITIER, PILON, Professeurs



MEULAN
IMPRIMERIE AUGUSTE RÉTY
37, rue Gambetta

1925

L'AGGRAVATION DES IMPOTS SUR LES SUCCESSIONS

Ses conséquences financières, économiques et sociales

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'AGGRAVATION DES IMPOTS SUR LES SUCCESSIONS

Ses conséquences financières, économiques et sociales

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Juin 1925

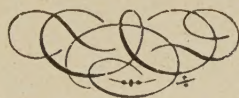
PAR

MAURICE COUTOT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Président : M. ALLIX

Suffragants : MM. HITIER, PILON, Professeurs



MEULAN
IMPRIMERIE AUGUSTE RÉTY
37, rue Gambetta

1925



La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Un livre récemment publié et traitant de l'héritage arborait en manchette cette question incisive; « Qui voulez-vous qui paient ? les vivants ou les morts ? »

Il y avait là certes moins un argument de fond qu'une formule saisissante énoncée par un éditeur soucieux de publicité. Mais cette phrase dénonce pourtant par quelle équivoque habile, doublée d'un appel à l'égoïsme individuel, on a créé dans la foule l'ambiance et l'état d'esprit indispensables pour faire accepter l'aggravation continuelle des taxes grevant les successions.

A la creuser, la formule se révèle vide de sens, car en définitive, l'impôt n'est-il pas toujours acquitté par les vivants ? Mais il n'en reste pas moins vrai qu'en présentant le problème fiscal sous cette face, on crée un mouvement d'idées favorable à la mainmise grandissante de l'Etat sur les successions, dès lors qu'elle doit permettre de ménager les revenus du contribuable.

Tout le monde sent le poids des contributions directes et des impôts de consommation. Au contraire, l'importance des droits de successions exigés par le fisc présente un péril moins immédiat et moins généralisé.

En sorte que c'est au milieu d'une indifférence popu-

laire presque totale et sans grande opposition que des lois successives ont élevé les tarifs de droits de mutation par décès jusqu'à des taux qui réalisent une confiscation véritable.

Il en est découlé un changement de caractère absolument radical des impôts sur les successions.

Le xix^e siècle n'avait connu qu'un droit d'enregistrement; le législateur du xx^e siècle en a fait un véritable impôt sur le capital.

La loi du 22 frimaire, an vii, sur l'Enregistrement visait tout à la fois les mutations par décès et de très nombreux actes dénués de toute analogie, tels que baux, quittances, cautionnements, adjudications, billets à ordre, obligations diverses; elle frappait simultanément tous les actes translatifs de propriété englobant par exemple dans la même rubrique, des libéralités à cause de mort, et les dommages-intérêts prononcés par les Tribunaux criminels (Droits proportionnels, paragraphe 5).

Il n'apparaissait donc pas que les successions constituassent une matière imposable d'une nature spéciale, astreintes à des charges particulièrement lourdes. Elles n'étaient soumises qu'à un droit d'enregistrement et rien ne permettait de distinguer entre les aliénations à titre onéreux et les aliénations à titre gratuit. Le législateur de la période révolutionnaire n'avait pas semblé considérer avec moins de faveur l'une que l'autre. Le droit de propriété était respecté dans toute sa plénitude et nul ne doutait qu'il comportât aussi bien la faculté de donner que de vendre.

Les taxes acquittées par les successions avaient une justification bien nette; elles dédommageaient l'Etat de la sécurité qu'il garantissait à la propriété privée. Le

patrimoine dont la possession paisible était assurée par l'organisme social devait fournir sa contribution normale aux dépenses publiques, lors des différentes transmissions dont il était l'objet. Il n'était pas alors question que cette taxe destinée au maintien de la propriété privée ne devint l'instrument même de sa confiscation. Les droits de l'héritier apparaissaient sacrés, et les tarifs si bénins de 1901 ne furent admis qu'après des débats mouvementés où le mot de « spoliation » fut maintes fois prononcé.

Les idées ont évolué. — Une conception différente s'est peu à peu révélée trouvant de nombreux adeptes. — Il a été admis que les bénéficiaires de transmissions à titre gratuit devaient compenser l'avantage injustifié qui leur était fait, par des sacrifices et des abandonnements de plus en plus considérables. La légitimité du droit de propriété sur les biens recueillis par héritage est apparue d'un fondement moins certain, que seule pouvait fortifier une large participation de l'Etat.

Les tarifs ont subi une élévation constante qui a dénaturé le caractère initial de l'impôt. Il est devenu progressif; il a atteint un taux si lourd, qu'en maints cas, la situation faite à l'héritier est très inférieure à celle faite à l'Etat.

C'est l'Etat qui tend à devenir l'héritier de toutes successions moyennant l'attribution aux parents ou légataires d'une indemnité variable.

Les mots perdraient leur signification, s'il était encore question d'un « droit d'enregistrement ».

L'impôt est devenu un prélèvement sur le capital, pratiqué au moment qui semble le plus opportun, c'est-à-dire dans cette période transitoire où les biens ont cessé d'être la propriété du défunt sans avoir été encore appré-

hendés effectivement par l'héritier. La saisine lui a bien conféré juridiquement le droit de propriété, mais il n'a pas encore acquis la possession habituelle de son héritage, et par suite, la confiscation opérée par l'Etat revêt un aspect moins odieux, et en tous cas, moins douloureux.

Le nouveau caractère de l'impôt est encore accusé par la création de la taxe successorale (loi du 31 décembre 1917), qui se juxtapose aux droits de mutation par décès. Elle frappe le patrimoine délaissé en lui-même, sans tenir compte des qualités héréditaires des ayants-droit, et avant toute dévolution.

Elle est progressive quant à l'importance de l'actif héréditaire et en raison inverse du nombre d'enfants que laisse le *de cuius*, dès lors qu'il est inférieur à quatre. Il est difficile de justifier logiquement le criterium adopté par le législateur, car si l'on pénalise l'individu qui n'a pas assez donné d'enfants à la nation, on place l'application de cette pénalité à l'instant même où elle ne saurait plus être ressentie par celui qu'on veut atteindre. Le défunt qui a voulu se dérober aux charges d'une nombreuse paternité, laisse bien volontiers à ses héritiers le soin de répondre de son égoïsme et de sa lâcheté civique.

A vrai dire, les droits de mutation par décès ayant touché un niveau tel qu'il pouvait être difficilement dépassé, on a dû changer d'instrument pour continuer à frapper les successions.

D'ailleurs la taxe successorale souligne bien le changement de caractère des impôts sur successions.

Se calculant sur le patrimoine global du défunt, avant qu'aucune répartition ait été effectuée entre les héritiers, elle se distingue d'un simple droit d'enregistrement vi-

sant un transfert de propriété à personne déterminée, elle révèle sa véritable nature, elle indique qu'elle est indiscutablement un impôt sur le capital.

En somme, ce prélèvement sur la fortune privée qui fait l'objet de tant de controverses non encore résolues, s'est trouvé réalisé par une voie indirecte.

Le législateur est même allé plus loin. Ne pouvant accroître indéfiniment le taux des droits perçus et respectueux des exigences de la progressivité, il a rationnellement supprimé la vocation héréditaire *ab intestat* au-delà du 6^e degré. De nombreux projets le ramènent déjà au 4^e degré et nul doute que les collatéraux privilégiés eux-mêmes ne se voient bientôt attaqués.

De telles modifications dans notre législation fiscale ne sont pas sans entraîner des effets perturbateurs dans notre vie économique. Aussi bien leurs conséquences fiscales menacent-elles de ménager au législateur de cruelles déconvenues.

D'autres pays qui s'étaient engagés tout d'abord sur la même route que nous, ont déjà compris le danger. Ils ont pris des mesures pour enrayer le mal qui sont pour nous sinon des exemples, tout au moins des expériences concluantes.

La situation est arrivée à un point critique qui commande un examen précis et détaillé des différents problèmes soulevés par la législation nouvelle.

Nous aurons toujours soin dans cette étude de nous placer au seul point de vue économique et fiscal, sans nous préoccuper d'aucune objection d'ordre sentimental ou politique.

CHAPITRE PREMIER

Historique

Pour bien saisir le sens de l'évolution radicale qui a transformé le caractère des droits de mutation par décès, il suffit de suivre le développement de l'œuvre législative depuis la Révolution française jusqu'à nos jours.

*
* *

La loi du 22 frimaire, an VII, traite des droits d'enregistrement. « Ces droits seront fixes ou proportionnels suivant la nature des actes et mutations qui y sont assujettis » (Titre I^{er}, art. 2).

« Le droit proportionnel est établi pour les obligations, libérations, condamnations, collocations ou liquidations des sommes et valeurs et pour toute transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles, soit entre vifs, soit par décès. Il est assis sur les valeurs. » (Titre I^{er}, art. 4).

C'est dans ce cadre très vaste et très général que se trouvent compris les droits de succession. Ils trouvent

leur place au milieu de nombreux droit d'enregistrement, visant des actes ou transferts dénués de toute analogie avec les successions. La transmission par décès est frappée d'un impôt au même titre que n'importe quelle transmission de propriété ou quelle obligation. L'héritage n'apparaît comme grevé d'aucune charge spéciale. Le législateur de la Révolution n'a pas critiqué son fondement. Il ne s'est pas essayé à ces prélèvements exorbitants que les lois de la 3^e République ont fait entrer dans la pratique.

La Révolution ennemie de la propriété collective s'est d'ailleurs toujours montrée respectueuse de la propriété individuelle dont l'héritage est le prolongement logique. Il est piquant de noter que les prétendus continuateurs de son œuvre ont suivi une évolution en sens contraire qui est marquée par des empiètements continuels et successifs sur la propriété privée, alors que la propriété collective a reçu des libertés sans cesse élargies.

Ce n'est certes pas l'absence de nécessités fiscales qui a conduit le législateur de l'an VII à des ménagements aujourd'hui abandonnés. Mais à cette époque, les droits de mutation se justifiaient par l'acquit d'une contribution due par la propriété à l'organisme social chargé d'en assurer la sécurité durable et paisible. Il s'agissait en somme de reconnaître la protection de l'état par le paiement d'une redevance équitable. Cette protection de l'Etat eût semblé étrange si son exercice eût comporté la confiscation partielle des biens dont elle devait garantir la possession aux propriétaires successifs.

Il serait pourtant inexact d'assimiler complètement les mutations par décès aux mutations à titre onéreux.

La loi de frimaire an VII ne frappait pas suivant un taux identique toutes les mutations par décès. Elle dis-

linguait déjà, suivant qu'elles s'accomplissaient au profit de parents proches ou éloignés. Et si le droit du cousin au douzième degré se trouvait juridiquement respecté de la même façon que celui du descendant au 1^{er} degré, il n'en reste pas moins vrai qu'il devait acquitter une taxe plus lourde.

Donc, la loi du 21 frimaire, an VII, consacrait le principe, profondément équitable d'ailleurs, que les droits d'enregistrement variaient en même temps que l'ordre d'héritiers en faveur de qui s'accomplirait la dévolution.

Ces droits étaient d'ailleurs fort modérés. Le petit tableau suivant en donnera un aperçu succinct :

INDICATION DU DEGRÉ DE PARENTÉ	NATURE DES BIENS	TAUX APPLICABLE
Ligne directe.	Meubles	25 centimes pour 100 fr.
Ligne directe.	Immeubles	1 franc pour 100 francs.
Entre époux.	Meubles	62 cent. 5 pour 100 fr.
Collatéraux et personnes non parentes.	Meubles	4 fr 25 pour 100 francs.
Entre époux.	Immeubles	2 fr. 50 pour 100 francs.
Collatéraux et personnes non parentes.	Immeubles	5 francs pour 100 francs.

Il ressort de ce tableau que la distinction entre les catégories d'héritiers était assez élémentaire, puisqu'en somme, un frère était traité de la même façon qu'un étranger. Ce classement fait entre les divers ordres d'héritiers n'était donc alors qu'à l'état embryonnaire. L'élévation constante des tarifs devait rendre indispensable une division plus serrée.

Si les catégories d'héritiers se révélaient peu nombreuses, par contre, la loi apportait une distinction fondée sur la nature des biens transmis. Les immeubles étaient plus durement frappés que les meubles.

Cette discrimination est bien caractéristique de l'époque où a été rédigée cette disposition. La fortune mobilière n'avait pas encore pris le développement considérable qu'elle devait atteindre au cours du XIX^e siècle, grâce à l'essor de l'industrie et du commerce et à la création de grandes entreprises nécessitant des capitaux importants. A l'aurore du siècle, toute grande fortune est terrienne et la richesse repose essentiellement sur la possession des immeubles. Un actif mobilier, s'il n'était accompagné d'un actif immobilier était l'indice d'un patrimoine modeste et il était équitable de le ménager. A vrai dire, ce n'est probablement pas cet argument où l'on pourrait découvrir un signe précurseur de l'impôt progressif, qui a guidé le législateur. Il est plus vraisemblable de conclure qu'il s'est conformé à cette idée que les propriétaires terriens bénéficiaient plus que tous autres des services de l'Etat et qu'en conséquence, la redevance acquittée par les biens immobiliers devait être plus élevée.

Enfin, on pourrait ajouter à ces motifs particuliers à l'époque, une raison pratique éternelle. Les immeubles ne permettent pas les dissimulations frauduleuses. L'impôt qui les frappe est donc d'une rentrée certaine. Au contraire, l'actif mobilier est d'un contrôle plus délicat. Il échappe plus aisément aux investigations du fisc. Il est donc sage de ne pas écraser sous des taxes trop lourdes l'élément mobilier des patrimoines transmis, car ce serait un encouragement à commettre une fraude dont la répression était alors bien aléatoire.

Cette distinction entre les meubles et les immeubles a persisté pendant toute la durée du XIX^e siècle, alors que les conditions de la vie économique se modifiaient profondément, et enlevaient toute signification rationnelle à

une dualité de traitement qui avait pu paraître justifiée à l'origine.

Au contraire, plusieurs lois venaient accuser et préciser la discrimination faite entre les différents ordres d'héritiers.

*
* *

La division en trois catégories établie par la loi de frimaire, ne laissa pas bientôt de paraître insuffisante. Il semblait abusif de soumettre à la même taxation un frère et un étranger à la famille. Un nouveau classement fut donc établi dès la loi du 28 avril 1816, qui procédait en même temps à une révision du taux de l'impôt. Alors que le taux de la ligne directe était maintenu, toutes les autres quotités se trouvaient sensiblement relevées.

Le petit tableau suivant donnera un aperçu du tarif institué par cette loi :

INDICATION DU DEGRÉ DE PARENTÉ	NATURE DES BIENS	TAUX APPLICABLE
Ligne directe.....	Meubles	25 centimes pour 100 fr.
	Immeubles	1 franc pour 100 francs.
Entre époux.....	Meubles	1 fr. 50 pour 100 francs.
	Immeubles	3 francs pour 100 francs.
Entre frères et sœurs, neveux et nièces, pe- tits-neveux et petites- nièces; entre oncles et tantes, grands-oncles et grand-tantes et au- tres parents au degré successible.....	Meubles	2 fr. 50 pour 100 francs.
	Immeubles	5 francs pour 100 francs.
Entre personnes non pa- rentes	Meubles	3 fr. 50 pour 100 francs.
	Immeubles	7 francs pour 100 francs.

Nous avons donc ici quatre classes d'héritiers au lieu de trois reconnues précédemment. On constate avec

étonnement qu'un frère et un cousin au douzième degré sont assujettis à la même taxation.

Il y avait évidemment quelque chose d'injuste et d'arbitraire à limiter de cette façon la division par catégories.

Aussi, moins de seize ans après, le législateur, par la loi du 16 avril 1832, article 33, subdivisait la troisième classe d'héritiers, la plus critiquable, en trois catégories, astreintes chacune à des taux différents. Cette réforme était naturellement l'occasion d'une révision des tarifs qui se trouvaient à nouveau aggravés.

Le tableau ci-après résume nettement les dispositions de cette loi :

INDICATION DU DEGRÉ DE PARENTÉ	NATURE DES BIENS	TAUX APPLICABLE
Ligne directe.....	Meubles	25 centimes pour 100 fr.
	Immeubles	1 franc pour 100 francs.
Entre époux.....	Meubles	1 fr. 50 pour 100 francs.
	Immeubles	3 francs pour 100 francs.
Entre frères et sœurs, oncles et tantes, ne- veux et nièces.....	Meubles	3 francs pour 100 francs.
	Immeubles	6 fr. 50 pour 100 francs.
Entre grands-oncles et grand'tantes, petits-ne- veux et petites-nièces et cousins germains ..	Meubles	4 francs pour 100 francs.
	Immeubles	7 francs pour 100 francs.
Entre parents au-delà du quatrième degré et jusqu'au douzième....	Meubles	5 francs pour 100 francs.
	Immeubles	8 francs pour 100 francs.
Entre personnes non pa- rentes	Meubles	6 francs pour 100 francs.
	Immeubles	9 francs pour 100 francs.

En se précisant, la distinction entre les différentes catégories d'héritiers est devenue plus proche de l'équité.

Il est à remarquer que le taux de la ligne directe n'a pas été modifié lors des réformes de 1816 et 1832. Le taux des transmissions entre époux échappe également à l'augmentation de 1832.

La situation faite aux époux tend donc à s'améliorer.

Toutefois, la loi du 28 avril 1816 a disposé dans son article 53 que l'époux survivant appelé à recueillir l'héritage à défaut de parents au degré successible serait tenu des mêmes droits que ceux qui seraient perçus sur des personnes non parentes. A vrai dire, l'existence de la vocation héréditaire au douzième degré rend cette hypothèse d'une réalisation peu fréquente. Le cas d'application le plus normal de cette dévolution se présente lorsque le défunt, enfant naturel, laisse un conjoint survivant et aucun parent naturel successible.

Cette mesure est assez remarquable, car elle fait dépendre le montant de l'impôt de la façon dont s'est manifestée la volonté du défunt. Si cette volonté s'est formellement exprimée, elle n'entraîne que l'application d'un tarif modéré. Si au contraire, elle n'est que présumée, le fisc fait jouer le taux le plus lourd.

*
* *

Le tarif, tel qu'il résultait de la loi de 1832 devait rester en vigueur près de 70 ans. Ce n'est en effet qu'en 1901, qu'une réforme, d'une ampleur considérable, vint bouleverser de fond en comble les principes acceptés jusqu'alors et marquer le début d'une période d'assauts successifs portés contre l'héritage.

La loi du 25 février 1901 a été l'aboutissement de très longues discussions qui ont, pendant plusieurs années, passionné les deux Chambres.

La loi de 1901 contenait trois innovations essentielles dont les deux premières recevaient une approbation unanime, alors que la troisième soulevait des controverses acharnées.

Le législateur admettait tout d'abord le principe de la déduction des dettes en sorte que l'impôt ne devait réel-

lement être perçu que sur l'actif net. Il y avait là une mesure de stricte équité qui mettait fin à une situation absolument injuste. Le législateur acceptait ensuite l'évaluation de la nue propriété et de l'usufruit pour le cacul des droits. Rien là encore que de profondément logique. Toutefois, ces deux dispositions creusaient dans le budget un déficit qu'il fallait combler et c'était l'objet de la troisième réforme qui introduisait la progression dans l'impôt des successions.

Pour la première fois, la progressivité apparaissait dans notre législation financière, et ce fut naturellement entre ses partisans et les défenseurs de la proportionnalité, l'occasion de débats mouvementés.

A l'époque, la progressivité érigée en principe de notre système fiscal, n'aurait jamais trouvé une majorité pour la soutenir et l'imposer. Ce n'est qu'en appuyant sur la portée strictement limitée de la réforme qu'on put la faire accueillir. A ceux qui s'inquiétaient de la voie dangereuse dans laquelle on semblait s'engager, il fut prodigué maintes assurances que le tarif appliqué aux successions resterait dans nos lois une véritable exception justifiée par le caractère purement gratuit que révélaient les avantages recueillis par héritage.

« Cet impôt n'est pas, et ne doit pas être, selon nous, disait M. Poincaré, autre chose qu'un des modes par lesquels les citoyens contribuent aux dépenses publiques. »

« Mais nous pensons que le taux des droits doit être calculé suivant les facultés des contribuables.

« Or, ces facultés sont ici plus grandes qu'en toute autre matière, parce que l'impôt frappe le redevable au moment où il s'enrichit sans effort, sans travail, souvent d'une manière inespérée. Suivant l'expression de

M. de Parieu, la taxe ne fait en définitive qu'atténuer l'avantage attaché à l'entrée en possession d'un surcroît de richesse. »

De son côté, le Ministre des Finances, M. Joseph Cailiaux déclarait à la Tribune du Sénat : « Je ne voudrais pas en particulier que l'on put supposer que j'entends voir dans l'impôt des successions un moyen de niveler les fortunes, un moyen de reprendre à certaines personnes plus favorisées que les autres, une partie de leurs biens. Comme économiste appartenant à l'école libérale, je proteste contre une pareille conception. Mais ce que je prétends, c'est que les successions étant une matière tout à fait spéciale, il n'y a pas à craindre que les dispositions que vous aurez admises en cette matière, puissent être invoquées plus tard. »

Il ne s'agissait pas en somme d'introduire la progressivité dans nos mœurs; les prescriptions de la nouvelle loi n'avaient d'autre but, disaient ses promoteurs, que de rétablir une exacte proportionnalité que l'application des tarifs antérieurement en vigueur, qualifiés de « progressifs à rebours », ne réalisaient pas.

Après avoir cité les paroles de Stuart Mill : « Bien que dans mon opinion, le principe progressif qui consiste à prélever un tant pour cent plus élevé sur les sommes les plus fortes, puisse soulever des objections comme principe général de répartition de l'impôt, il serait juste et utile de l'appliquer dans la fixation des droits sur les legs et sur les successions », M. Caillaux expliquait sa thèse : « Le tarif du projet de loi a pour objet de ménager dans une certaine mesure les contribuables qui sont aujourd'hui les plus gravement atteints par les impôts indirects; c'est dans l'existence même de ces impôts, qui, par la force même des choses, pèsent

sur les denrées de première nécessité, et par suite, sont improportionnels, que nous trouvons la justification des tarifs gradués. En matière de succession, l'institution d'un tarif gradué s'impose d'autant plus que les petits et moyens héritages sont lourdement chargés du chef des partages et liquidations qui en sont souvent la conséquence, du chef des inventaires auxquels on a recours dans bien des cas et qui sont même obligatoires quand il ya des mineurs; du chef, enfin, des honoraires prélevés par les notaires, et des droits fixes d'enregistrement. Ces frais accessoires à toute succession, sont, quoi-qu'on en puisse dire, inversement proportionnels. »

Et pour bien marquer que l'apparition d'un tarif gradué ne répondait qu'à la seule préoccupation d'établir une proportionnalité véritable, la progression du tarif proposé s'arrêtait au chiffre de un million.

« Uniquement préoccupés de niveler et d'égaler les charges qui pèsent à tous les degrés sur les héritages, nous devions arrêter la graduation des taxes au moment où les frais fixes ne faisaient plus ressentir leur influence sur les successions, sous peine d'instituer des tarifs nettement progressifs. ».

Fidèles à cette théorie, les deux Chambres repoussèrent plusieurs amendements qui tendaient à poursuivre la progression des tarifs au-delà du million. (Amendements Anthime Ménard et Gourju).

Nous avons tenu à exposer longuement ce que furent ces débats, pour souligner la façon timide dont a débuté l'assaut qui devait être porté contre l'héritage.

La progressivité conduit à la confiscation, et la loi de 1901, malgré ses réticences et ses limitations, a bel et bien installé la progressivité dans notre régime fiscal des successions. Dès l'année suivante d'ailleurs, les bor-

nes fixées à la graduation des tarifs étaient allègrement franchies, dénonçant ainsi la vanité des atténuations et des réserves apportées à la réforme de 1901.

Voici d'ailleurs quels étaient les tarifs adoptés :

INDICATION DES DEGRÉS DE PARENTÉ	TAUX APPLICABLES A LA FRACTION DE PART NETTE COMPRISE ENTRE							
	1 franc et 2,000 francs	2 001 et 10,000 fr.	10,0001 et 50,000 fr.	50,001 et 100,000 fr.	100,001 et 250,000 fr.	250,001 et 500,000 fr.	500,001 et 1,000,000 de fr.	Au-dessus de 1 000,000 de fr.
	p.100	p.100	p.100	p.100	p.100	p.100	p.100	p.100
1 ^o Ligne directe.....	1	1 25	1 50	1 75	2 »	2 50	2 50	2 50
2 ^o Entre époux.....	3 75	4 »	4 50	5 »	5 50	6 »	6 50	7 »
3 ^o Entre frères et sœurs.....	8 50	9 »	9 50	10 »	10 50	11 »	11 50	12 »
4 ^o Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces.....	10 »	10 50	11 »	11 50	12 »	12 50	13 »	13 »
5 ^o Entre grands-oncles ou grand' tantes, petits-neveux ou pe- tites-nièces et entre cousins germains.....	12 »	12 50	13 »	13 50	14 »	14 50	15 »	15 50
6 ^o Entre parents aux 5 ^e et 6 ^e degrés.....	14 »	14 50	15 »	15 50	16 »	16 50	17 »	17 50
7 ^o Entre parents au-delà du 6 ^e degré et entre personnes non parentes.....	15 »	15 50	16 »	16 50	17 »	17 50	18 50	18 50

L'article 53 de la loi du 28 avril 1816 stipulant que le conjoint survivant appelé à défaut d'héritiers au degré successible, paierait les droits au taux des personnes non parentes, étant abrogé. Il était apparu au législateur qu'il pourrait y avoir quelque chose de choquant et d'excessif à réclamer à un époux des droits dont la quotité pourrait atteindre 18 fr. 50 %.

*
* *

Le système établi par la loi de 1901 peut paraître en somme fort équitable. Les tarifs restaient dans des

limites parfaitement raisonnables et si cette œuvre avait été durable, elle eut été exempte de toute sérieuse critique.

Malheureusement, la porte se trouvait ouverte à tous les excès. La tentation était trop forte, lorsque des ressources nouvelles semblaient indispensables, de réviser les tarifs de droits de mutation.

La progressivité qui doit frapper chacun suivant ses facultés véritables n'offre malheureusement aucun critérium certain pour apprécier les possibilités réelles du redevable.

On tombe dans l'arbitraire pur et peu à peu, l'impôt prend tous les caractères d'une confiscation.

Dès le 30 mars 1902, une nouvelle loi établissait un tarif progressif pour les fractions de part nette au-delà de un million.

Ainsi, un an à peine ne s'était pas écoulé, que l'esprit de la loi de 1901 se trouvait violé et que le tarif gradué prôné par M. Caillaux pour rétablir une véritable proportionnalité, se trouvait indubitablement converti en un impôt purement progressif.

La matière des successions allait devenir l'objet de contributions sans cesse plus considérables.

A quatre reprises différentes, en moins de quinze ans, les droits allaient être relevés et portés à des quotités tellement fortes que le terme de confiscation devait sembler plus propre à les qualifier que celui d'impôt.

C'est d'abord la loi du 8 avril 1910 qui institue des tarifs sensiblement plus élevés que ceux de 1901 et de 1902.

Le tableau ci-contre en est le résumé fidèle :

Tarif institué par la loi du 8 Avril 1910

INDICATION DES DEGRÉS DE PARENTÉ	TARIF APPLICABLE A LA FRACTION DE PART NETTE COMPRISE ENTRE															
	2.000 francs	1.000 fr.	50.000 fr.	100.000 fr.	100.000 fr.	250.000 fr.	500.000 fr.	500.000 fr.	1.000.000	2.000.000	5.000.000	10.000.000	10.000.000	10.000.000	10.000.000	Au delà de 50.000.000 de francs
1° En ligne directe, au premier degré.....	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100
2° En ligne directe, au second degré.....	1 »	1 50	2 »	2 50	3 »	3 50	4 »	4 50	5 »	5 50	6 »	6 50	7 »	7 50	8 »	8 50
3° En ligne directe, au-delà du second degré.....	1 50	2 00	2 50	3 »	3 50	4 »	4 50	5 »	5 50	6 »	6 50	7 »	7 50	8 »	8 50	9 »
4° Entre époux.....	2 »	2 50	3 »	3 50	4 »	4 50	5 »	5 50	6 »	6 50	7 »	7 50	8 »	8 50	9 »	9 50
5° Entre frères et sœurs.....	4 »	4 75	5 50	6 25	7 »	7 75	8 50	9 25	10 »	10 75	11 50	12 25	13 »	13 75	14 50	15 25
6° Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces.....	10 »	10 75	11 50	12 25	13 »	13 75	14 50	15 25	16 »	16 75	17 50	18 25	19 »	19 75	20 50	21 25
7° Entre grands-oncles ou grand-tantes, petits-neveux ou petites-nièces et entre cousins germains.....	12 »	13 »	14 »	15 »	16 »	17 »	18 »	19 »	20 »	21 »	22 »	23 »	24 »	25 »	26 »	27 »
8° Entre parents au-delà du quatrième degré et entre personnes non parentes.....	15 »	16 »	17 »	18 »	19 »	20 »	21 »	22 »	23 »	24 »	25 »	26 »	27 »	28 »	29 »	30 »

A comparer avec ceux qui les avaient précédés, ces tarifs appelaient plusieurs remarques intéressantes.

Le classement des héritiers par catégories avait été révisé et des distinctions encore plus étroites que celles déjà établies avaient été introduites.

En 1901, un seul tarif était applicable aux héritiers en ligne directe. En 1910, la ligne directe est l'objet d'une triple division. On distingue la ligne directe au 1^{er} degré de la ligne directe au 2^e degré et de la ligne directe au-delà du 2^e degré. Ceci, bien entendu, permet de charger plus lourdement les deux dernières subdivisions.

En revanche, toute distinction est abolie entre héritiers au-delà du 4^e degré et personnes non parentes : Ils paieront suivant le tarif maximum.

La quotité des droits perçus atteint, par la nouvelle loi, une importance appréciable puisqu'elle s'élève jusqu'à 29 %.

Nos économistes d'avant-guerre protestèrent énergiquement contre des chiffres aussi considérables. Ils ne se doutaient pas que ces droits jugés excessifs allaient encore tripler en moins de quinze ans.

Certes, la guerre justifiait un appel à de nouvelles ressources, mais la contribution qui a été imposée aux successions semble avoir dépassé les bornes raisonnables.

*
* *

La loi du 31 décembre 1917 a apporté à la matière des successions des innovations d'un puissant intérêt.

Elle a fait subir aux tarifs antérieurs une augmentation d'environ 30 %.

Elle a créé à côté des droits de mutation par décès pro-

prement dits, un nouvel impôt sur les successions par l'établissement de la taxe successorale qui constitue un véritable prélèvement sur le capital s'opérant au moment du décès du propriétaire.

Enfin, elle a ouvert l'ère de l'appréhension totale des héritages collatéraux par l'Etat en supprimant la vocation héréditaire au-delà du 6^e degré.

L'élévation des tarifs de 1910 n'appelle pas de grands commentaires. On doit toutefois noter que la dévolution des successions en ligne directe qui faisait l'objet d'une triple distinction est maintenant l'occasion d'un classement des héritiers en six catégories différentes, par une subdivision entre la ligne directe ascendante et la ligne directe descendante.

Le but de cette modification est de soumettre à des tarifs accrus les nouvelles catégories créées dans la ligne directe.

L'institution de la taxe successorale est à tous points de vue d'une importance considérable.

« Dans toute succession où le défunt ne laisse pas au moins quatre enfants vivants ou représentés, il est perçu indépendamment des droits auxquels les mutations par décès de biens meubles ou immeubles sont assujetties, une taxe progressive et par tranches sur le capital net global de la succession. »

Ce n'est pas la part nette de l'héritier qui est frappée, c'est l'actif global de la succession.

Ce que l'on considère pour déterminer la quotité de l'impôt, ce n'est plus le degré de parenté de l'héritier et l'importance de ses attributions, mais bien la situation personnelle du défunt.

La taxe successorale est un prélèvement effectué sur

le patrimoine du mort dont l'ampleur est fonction de deux facteurs et de deux seulement :

Tout d'abord, le nombre d'enfants vivants ou représentés qu'il laisse, et ensuite le chiffre de sa fortune.

Antérieurement à la création de la taxe successorale, l'impôt des successions ne portait que sur les parts nettes de chacun des héritiers, et par suite, lorsque leur nombre était grand, ce qui était surtout le cas lors de dévolution à des collatéraux éloignés, ils acquittaient les droits aux taux modérés correspondant aux premières tranches, si bien que de très grosses successions, même attribuées à des cousins au 5^e ou 6^e degré pouvaient se révéler peu productives pour le fisc.

Avec la taxe successorale, les héritages importants ne peuvent plus par le fractionnement des parts, échapper à une partie des charges qui les grèvent.

La taxe successorale, par ce seul fait qu'elle est perçue en considération du patrimoine laissé par le défunt et qu'elle s'élève progressivement suivant sa valeur, présente bien le caractère d'un véritable impôt progressif sur le capital, avec cette seule réserve que la date assignée à sa détermination et à son paiement est reportée au moment du décès du redevable.

Ce prélèvement sur le capital est toutefois soumis à des règles différentes suivant la situation de famille que possédait le *de cujus*.

Quand il laisse plus de quatre enfants vivants ou représentés, il y a exemption totale.

Suivant que ses enfants sont au nombre de trois, de deux ou d'un seul, les tarifs appliqués varient, en s'aggravant à mesure que le nombre d'enfants décroît.

Lorsque le défunt ne laisse point d'enfant vivant ou

représenté, l'amputation imposée à son patrimoine est portée à son maximum.

On considère comme enfants vivants ou représentés du défunt :

1° Ceux qui sont décédés, âgés de seize ans révolus.

2° Ceux qui, âgés de moins de seize ans, ont été tués par l'ennemi au cours des hostilités ou sont décédés des suites des faits de guerre, soit durant les hostilités, soit dans l'année à compter de leur cessation.

Le nouvel impôt revêt donc le caractère d'une pénalité pesant sur les fortunes dont les propriétaires se sont dérobés aux devoirs et aux charges de la paternité. L'Etat leur reprend ainsi cette portion de richesses qu'ils auraient dû consacrer à élever des enfants.

A vrai dire, cet exposé est très satisfaisant en théorie, mais l'on peut se demander si pratiquement, la création de cet impôt est susceptible de combattre l'égoïsme des célibataires et des ménages sans enfant. Nous en doutons fort, car ceux-là qui n'ont vécu que pour eux-mêmes ne s'amenderont pas dans le seul espoir de soustraire leur fortune à des taxes qui ne deviendront exigibles qu'à l'instant même où ils se seront définitivement détachés des contingences de ce monde.

L'institution de la taxe successorale nous paraît surtout remarquable par le relief qu'elle procure à l'évolution subie par les impôts sur successions. Elle révèle à l'évidence qu'ils sont devenus l'instrument docile et redoutable de prélèvements toujours croissants sur la fortune privée. C'est cette fortune qui est taxée au moment du décès de son possesseur, et cela indépendamment des droits acquittés par les héritiers en fonction de la part nette qu'ils reçoivent.

Il existe une certaine analogie entre ce nouvel impôt

et l'« Estate duty » anglais qui frappe également l'actif héréditaire global d'une manière progressive et sans considérer le degré de parenté des héritiers. Toutefois, cette taxe reste toujours très modérée et son addition aux droits de succession, strictement proportionnels ceux-là, que paient les héritiers collatéraux suivant leur rang, aboutit à une imposition totale dont la charge pèse moins lourdement qu'en France sur les bénéficiaires de la succession.

Pour maintenir une progression rationnelle malgré l'aggravation des tarifs de base, la loi du 31 décembre 1917 a supprimé la vocation héréditaire au-delà du 6^e degré. Etant donné le montant des droits réclamés aux cousins, aux 5^e et 6^e degrés, il paraissait difficile de les élever encore pour les cousins plus éloignés; la part laissée à l'héritier eût paru dérisoire, et on a préféré la supprimer complètement.

On ne peut guère critiquer cette mesure, car la vocation qui existait jusqu'au 12^e degré avait un caractère nettement abusif que le relâchement des liens de famille accusait encore. Le projet du Gouvernement prévoyait la limitation au 4^e degré. En se déterminant pour le 6^e degré, le Parlement a adopté une transaction parfaitement raisonnable et en harmonie avec l'état des relations de famille à notre époque.

*
**

L'œuvre du législateur de 1917 était à peine entrée en application que les nécessités financières imposaient aux Chambres le vote de nouveaux impôts. Bien qu'il eût semblé que les successions étaient déjà frappées à la limite du possible, ce furent encore elles qui subirent une aggravation de charges.

La loi du 25 juin 1920 a édicté de nouveaux tarifs pour la taxe successorale qui atteignent 39 % de l'actif héréditaire. Les tarifs des droits de mutation par décès ont été la matière d'un relèvement parallèle. Les droits atteignent 19,50 % en ligne directe et 59 % en ligne collatérale.

Sous les efforts cumulés de la taxe successorale et des droits de mutation par décès, l'héritage risque donc d'être à peu de chose près, totalement confisqué. Aussi, le législateur a-t-il dû prévoir que le total de la fraction de taxe successorale, et des droits de mutation à la charge d'un héritier, donataire ou légataire, ne pourrait excéder 80 % de la part nette qui lui est dévolue.

D'autre part, et afin de soulager les petites successions, il a repris une mesure déjà adoptée en 1917 conformément à laquelle les parts nettes ne dépassant pas 10.000 francs, recueillies dans les successions n'excédant pas 25.000 francs resteraient soumises aux tarifs antérieurs.

Une disposition identique a été prescrite en faveur des dons et legs recueillis par les départements, communes et établissements publics ou d'utilité publique.

Comme conséquence logique de la nouvelle élévation des tarifs, le projet de loi déposé par le Gouvernement demandait la réduction de la vocation héréditaire au 4^e degré. Cette mesure, d'abord acceptée par la Chambre fut finalement disjointe. Elle ne saurait comporter en effet aucun avantage fiscal, bien au contraire. Elle fera d'ailleurs l'objet d'un chapitre spécial de cette étude.

Par ailleurs, quelques dispositions ont été votées pour adoucir la situation faite à certains ayants-droit intéressants. C'est ainsi que les dons et legs à titre particuliers faits aux mutilés de guerre frappés d'au moins

50 % d'invalidité, bénéficient à concurrence des premiers 100.000 francs du tarif réduit de 9 %.

C'est ainsi également que l'héritier ayant quatre enfants ou plus vivants au moment de l'ouverture de la succession, voit les droits de mutation par décès dont il est redevable, diminués de 10 % par enfant en sus du troisième. Le maximum de la déduction par enfant est de 2.000 francs. Le maximum de la déduction totale est de 50.000 francs.

Sont assimilés aux enfants vivants de l'héritier :

1° Ceux qui étant militaires, sont morts sous les drapeaux pendant la durée de la guerre, ou, soit sous les drapeaux, soit après leur renvoi dans leurs foyers, sont morts dans l'année à compter de la cessation des hostilités, de blessure reçue ou de maladie contractée durant la guerre.

2° Ceux qui, n'étant pas militaires, ont été tués par l'ennemi au cours des hostilités ou sont décédés des suites de faits de guerre, soit durant les hostilités, soit dans l'année à compter de leur cessation.

*
* *

Les tarifs édictés par la loi du 25 juin 1920 sont exorbitants. Aucune législation étrangère n'en comporte qui puisse soutenir la comparaison. Et pourtant, comme si la mesure n'était pas déjà comble, ils ont encore subi une aggravation considérable. Il ne pouvait être question d'une attaque directe. Il eût suffi à la Chambre d'examiner les taux en vigueur pour comprendre ce qu'ils avaient déjà d'excessif. C'est par un texte d'une portée tout-à-fait générale que les successions ont été à nouveau frappées. La loi du 22 mars 1924 prescrivant

l'addition de deux décimes au montant de tous les impôts directs et indirects, a du même coup relevé de 20 % les tarifs des droits de succession.

Il suffit de noter que cette majoration s'applique à des quotités allant jusqu'à 80 % pour se rendre compte de l'ampleur de son effet et du nouveau poids écrasant qu'elle fait tomber sur l'héritage.

Si le législateur avait eu sous les yeux les tarifs de 1920, transformés par l'application du double décime, il n'aurait pu se résoudre à donner son adhésion à une mesure dont la brutalité aveugle pouvait avoir des résultats aussi abusifs.

Il en aurait vraisemblablement limité l'effet à d'autres impositions moins lourdes. Malheureusement, la loi du double-décime n'a guère subi d'examen approfondi dans chacune de ses conséquences, et nous nous trouvons ainsi en présence d'une situation réellement néfaste.

Le seul espoir qu'on puisse conserver réside dans le caractère provisoire du double-décime. Lorsque l'état de nos finances le permettra, la loi qui l'a créé ne manquera pas d'être abrogée, et les successions bénéficieront ainsi d'un dégrèvement indispensable. A moins toutefois que la majoration supprimée pour certains impôts soit maintenue pour d'autres; auquel cas les successions verraient probablement se consolider à leur détriment une surcharge dont on peut encore espérer le caractère temporaire.

*
* *

L'évolution accomplie de 1901 à 1924 est l'éclatante démonstration des dangers de la progression dans l'im-

pôt. Sous le régime de l'arbitraire, et sous l'emprise des nécessités fiscales, les tarifs subissent des révisions continuelles. Par une transition plus ou moins douce, plus ou moins rapide, mais d'un élan irrésistible, on s'achemine vers une confiscation véritable.

Il est imprudent de croire que les prélèvements considérables sur le capital transmis à cause de mort, auxquels on a abouti puissent s'effectuer sans entraîner de graves perturbations dans l'économie nationale.

Si le péril ne s'est pas révélé soudainement, au lendemain du vote de lois spoliatrices, c'est que les contribuables qui en ont ressenti les atteintes n'ont été frappés que peu à peu, au fur et à mesure que s'ouvraient les successions qu'ils étaient appelés à recueillir. Alors qu'un impôt sur le capital immédiatement perçu eut suscité une vigoureuse réaction, les victimes des confiscations héréditaires, touchés successivement, restent isolés dans leurs protestations. Les tarifs en application sont ignorés de la foule. Ce n'est qu'à l'occasion d'un héritage que leur connaissance se répand, et avec une inévitable lenteur. La révélation des inconvénients redoutables que présente le système en vigueur pénétrera progressivement dans les masses, en même temps qu'elle s'imposera aux gouvernements contraints d'en enregistrer les désastreux résultats.

Gardons l'espoir que cette intelligence des événements sera assez vive et assez prompte pour qu'un revirement dans l'orientation de notre législation fiscale s'accomplisse avant que l'application continue de textes dangereux n'ait marqué notre vie sociale et économique d'une empreinte trop profonde.

CHAPITRE DEUXIÈME

Les Conséquences fiscales

L'Augmentation de la fraude

Il est d'expérience qu'en doublant le tarif d'un impôt, on ne saurait en doubler le produit. L'augmentation des droits n'entraîne pas un accroissement proportionnel des recettes. Il arrive même qu'à partir d'un certain taux, les recettes restent stationnaires et même diminuent peu à peu.

Ces principes, d'une vérité certaine, s'appliquent à l'évidence aux impôts sur successions. Ils trouvent leur source dans deux phénomènes inéluctables que suscite l'élévation des tarifs : l'accroissement de la fraude et l'épuisement de la matière imposable.

La fraude est d'autant plus tentante que son succès est d'un meilleur rapport. On court d'autant plus volontiers un risque que l'enjeu est plus alléchant. Lorsque les droits de mutation par décès étaient minimes, les déclarations étaient généralement sincères. Le men-

songe et la dissimulation, à moins d'être le résultat d'une déformation mentale, ne s'exercent que dans un but déterminé et intéressé. Nul ne se souciait de s'exposer aux rigueurs de la loi pour s'épargner quelques menues charges, point du tout accablantes.

A l'heure actuelle, la situation est totalement modifiée. Ce n'est plus, dans bien des cas, l'héritier qui abandonne une légère quote part de ses attributions à l'Etat c'est au contraire l'Etat qui appréhende la plus grosse portion des successions, et n'en laisse que quelques bribes aux malheureux héritiers. Il n'y a guère que les ayants-droit en ligne directe qui font encore figure d'héritiers.

La prime offerte à la fraude est donc considérable. Ce n'est plus une simple économie que peut réaliser le fraudeur, c'est une véritable fortune. Il faut ajouter que notre mentalité française est très indulgente pour ceux qui trompent le fisc. Ils ont d'ailleurs vite fait, s'ils en ont besoin de se créer une excuse dans l'exagération même des prélèvements qu'on leur impose : se sentant réellement dépouillés, leurs dissimulations leur apparaissent plus comme des mesures de sauvegarde que comme des manœuvres répréhensibles.

La fraude s'est donc développée parallèlement à l'aggravation des droits. Chaque élévation successive a fait glisser de nouvelles consciences sur la pente fatale et bien rares sont aujourd'hui ceux dont le courage fiscal reste inébranlable devant les séductions du mensonge.

Il est constant que la fraude sévit dans des proportions inquiétantes, et les efforts énergiques de notre législation, les dispositions à la fois préventives et répressives qu'elle a édictées, ne sauraient l'endiguer.

*
* *

Les droits sont perçus d'après la déclaration de succession souscrite par les héritiers. Il s'en suit donc que l'action du fisc se borne au contrôle des chiffres qui lui sont proposés. Il serait puéril de compter sur la sincérité bienveillante des déclarations. Le seul gage en est l'efficacité du contrôle. Il est à présumer que l'héritier ne déclarera que ce qu'il ne peut soustraire aux investigations possibles du fisc.

Rien n'a été pourtant épargné pour lui inspirer une crainte salutaire; il doit écrire à la fin de sa déclaration une formule qui a toutes les allures d'un serment. Il doit inscrire de sa main avant la signature, l'attestation suivante : « Le déclarant affirme sincère et véritable la présente déclaration; il affirme en outre sous les peines édictées par l'art. 8 de la loi du 18 avril 1918 que cette déclaration comprend : l'argent comptant, les créances et toutes autres valeurs mobilières françaises ou étrangères, qui, à sa connaissance appartenaient au défunt en totalité ou en partie ». — Les peines prévues par l'article 8 de la loi du 18 avril 1918 sont celles portées à l'article 366 du Code pénal qui indiquent un emprisonnement de un à cinq ans.

Malheureusement, cette loi, draconienne peut être facilement tournée. Il suffit de souscrire la déclaration par mandataire, pour l'éviter. En effet, le mandataire n'est pas tenu d'inscrire la formule sacramentelle à laquelle sont attachées ces rigoureuses sanctions.

En résumé, les peines correctionnelles ne peuvent être encourues que par les maladroits. Seuls les amendes et doubles-droits sont à envisager par l'héritier. Ce

n'est pas suffisant pour le contraindre à l'honnêteté, s'il peut considérer son impunité assurée.

Sans parler du facile contrôle des biens immeubles et des titres nominatifs, le fisc a des moyens de vérification d'une valeur indéniable. En dehors des inventaire qui dresse l'inventaire du contenu ; la présence d'un inspecteur d'enregistrement peut même aujourd'hui être imposée. — Il peut apprécier la de leur contentieux ; il peut vérifier le contenu des coffres-forts tenus en location grâce à la loi du 18 avril 1918 qui n'en autorise l'ouverture qu'en présence d'un notaire ; la présence d'un inspecteur d'enregistrement peut même aujourd'hui être imposée. — Il peut apprécier la valeur du mobilier par les polices d'assurance contractées par le *de cuius*. Il présume comme étant la propriété du défunt les valeurs dont il a encaissé les coupons dans les six mois qui ont précédé le décès ; il possède enfin les précieuses indications qui découlent des déclarations de ses revenus fournies en son vivant par le défunt.

La pratique a bien vite décelé les lacunes de ce réseau qui enserre l'héritier déclarant.

Le fisc n'a de contrôle efficace et certain que pour les successions où il y a eu apposition de scellés pratiquée aussitôt connu le décès, puis un inventaire notarié complet, suivi de la vente de tous les biens par adjudication publique.

Nous indiquons la nécessité d'une vente par adjudication, car si les biens sont partagés en nature ou vendus à l'amiable, les valeurs qui leur sont officiellement assignées sont naturellement très inférieures à leur valeur réelle. Il est facile de profiter d'un écart appré-

ciable entre l'évaluation des meubles meublants, objets d'art, immeubles, et leur prix véritable.

L'acquisition amiable d'un immeuble peut donner lieu notamment au versement de la main à la main d'un supplément de prix non convenu dans l'acte enregistré, mais fixé d'accord entre les parties.

Comment le fisc peut-il contrôler la possession de valeurs au porteur conservées chez lui par le défunt et dont il touchait lui-même les coupons, lorsque les scellés n'ont pas été apposés ou ne l'ont pas été en temps utile ?

La création d'un carnet de coupons lui en donnera peut-être la faculté dans l'avenir, mais à l'heure actuelle, il est complètement désarmé

Enfin, et surtout les dépôts en banque à l'étranger, échappent totalement à ses investigations.

Ces banques étrangères ne toléreraient d'ailleurs aucune recherche, car elles ont bien conscience de trouver dans ce mode de fraude, un des éléments de leur prospérité.

Elles attirent à elles de nombreux clients tentés par la certitude de se soustraire à toute obligation fiscale de leur vivant et de rendre un service identique à leurs héritiers.

De nombreuses banques italiennes n'ont pas hésité à envoyer en France, il y a quelque temps, des paquets de circulaires destinées à présenter aux capitalistes français les avantages fiscaux qu'ils trouveraient à déposer leurs fonds dans leurs établissements.

Et ce n'est pas là le moindre péril que suscite l'exagération de nos droits de successions. Elle provoque l'exode à l'étranger des capitaux qui cherchent à éviter les charges trop lourdes qui les grèvent.

Il n'y a pas de mesures législatives intérieures qui puissent effectivement armer le fisc pour combattre cette fraude. Ses moyens d'action ne franchissent pas les frontières. Seuls, des accords internationaux permettraient une lutte efficace. Encore faudrait-il qu'ils soient absolument unanimes, car il suffirait qu'un seul pays ne se prêtât pas au contrôle fiscal des agents étrangers, pour que par cette fissure, les capitaux puissent s'évader. Or, il se trouvera toujours une petite nation pour résister aux pressions dont elle sera l'objet, dans le seul but d'assurer à ses banques une nombreuse clientèle internationale.

Tous les efforts que le législateur accomplit pour maintenir les capitaux en France sont vains dès lors que l'intérêt des particuliers consiste à les expatrier. Les combinaisons pour tourner la loi sont multiples.

Ainsi, l'envoi de titres hors de France par pli recommandé est bien difficile à éviter. Pour y obvier, il faudrait rétablir le contrôle postal qui existait pendant la guerre, et on ne manquerait pas de s'insurger contre cette mesure inquisitoriale.

Que dire encore de cette lacune des prescriptions en vigueur qui permet d'envoyer des fonds au Maroc, sans que rien ne fasse obstacle à ce que ces fonds prennent ensuite du Maroc telle destination que leur propriétaire souhaitera ?

Enfin, tout commerçant, tout industriel, travaillant avec l'étranger, a mille moyens de se créer des ressources en devises étrangères, en conservant hors de France les biens qu'il réalise, et en prétextant la nécessité de dépenses à acquitter au dehors pour obtenir l'autorisation régulière d'exporter des capitaux. L'impossibilité

d'un contrôle exact est si évidente que la loi sur l'exportation des capitaux ne sera bientôt plus qu'un souvenir.

*
* *

La complicité du défunt avec ses héritiers est suffisante pour déjouer en toute occasion les rigueurs du fisc. C'est pourquoi les héritages en ligne directe, qui, généralement, permettent cette entente préalable, n'assurent pas à l'impôt le rendement qu'on serait en droit d'en attendre. Or, ce sont ces successions entre proches parents qui constituent la masse de beaucoup la plus considérable des biens transmis à cause de mort.

Il ne nous apparaît guère qu'un seul moyen sérieux de lutter contre la fraude : L'apposition d'office, obligatoire et immédiate, des scellés après chaque décès. Cette mesure, grâce à son caractère soudain et radical est susceptible d'entraver sérieusement les dissimulations.

En effet, outre les valeurs au porteur qui pourront ainsi être contrôlées avant qu'il ait été possible de les faire disparaître, l'examen attentif de tous les papiers du défunt permettra sans doute d'utiles découvertes.

Sa correspondance avec des banques étrangères, des récépissés de dépôt délivrés par elles, fourniront, sinon des précisions complètes sur sa situation de fortune, tout au moins des présomptions suffisantes pour contraindre les héritiers à des déclarations sincères.

Il est à prévoir que si cette mesure est proposée au vote des Chambres, elle rencontrera une vive opposition de ceux-là qui protestent énergiquement contre l'inquisition fiscale.

Dès lors pourtant que des taxes sont établies, il faut

avoir la faculté de les percevoir régulièrement et sur tous les redevables. Laisser ouvertes des possibilités de fraude, c'est la susciter chez ceux qui sont malhonnêtes, et c'est décourager les bonnes dispositions de ceux qui sont probes.

Ceux qui ont voté des tarifs tellement excessifs qu'ils constituent une confiscation partielle de la propriété privée, ne devraient pas hésiter, pour être logiques avec eux-mêmes, à ordonner toutes mesures, si pénibles soient-elles, qui en permettent l'application à l'égard de tous.

Si d'ailleurs on parvenait à lutter efficacement contre la fraude, l'augmentation des recettes serait telle qu'elle justifierait peut-être une réduction des tarifs. Les héritiers y trouveraient la récompense du devoir fiscal exactement rempli et la prime à la fraude serait diminuée d'autant.

Quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir sur le fondement et l'équité d'un impôt, dès lors qu'il a été consacré par le législateur, il n'est pas tolérable de le voir acquitté seulement par les contribuables honnêtes et timides, alors que ceux que nul scrupule entrave, y échappent impunément.

CHAPITRE TROISIÈME

Les Conséquences fiscales (suite)

La Fraude permise par la loi : les Donations entre Vifs

Il existe dans les textes législatifs en vigueur le moyen d'atténuer sensiblement les rudes effets qu'offrirait une exacte application des tarifs de droits de succession.

Chaque fois que le futur *de cujus* aura songé à disposer de ses biens de son vivant au profit de ses héritiers, il leur fera réaliser une économie d'autant plus considérable que les biens donnés seront plus importants.

Sans même avoir recours à des donations manuelles, qui échappent, celles-là à tout contrôle, il est donc possible, sans encourir aucun blâme, de se dérober à une imposition trop lourde.

Il suffit, pour s'en rendre compte, d'examiner le tarif des droits de donation entre vifs.

Tarif des Droits de Donation entre Vifs (Loi du 25 Juin 1920)

			TARIF	
			%	
En ligne directe descendante	{	donations-partages faites conformément aux articles 1075 et 1076 du code civil par les père et mère et autres ascendants	entre plus de deux enfants vivants ou représentés 2 50 entre 2 enfants viv. ou représent. 4 50 entre les descendants d'un enfant unique 6 50	
		{	donations par contrat de mariage à des descendants	plus de deux enfants vivants ou représentés 3 50 deux enfants vivants ou représentés 4 50 un enfant vivant ou représenté 5 50
			autres donations	plus de deux enfants vivants ou représentés 5 50 deux enfants vivants ou représentés 7 50 un enfant vivant ou représenté 9 50
	En ligne directe ascendante		9 50	
	Entre époux	{	par contrat de mariage	4 50
			{	hors contrat de mariage
Entre frères et sœurs	{	par contrat de mariage aux futurs	15	
		hors contrat de mariage	25	
Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces	{	par contrat de mariage aux futurs	20	
		hors contrat de mariage	30	
Entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces et entre cousins germains	{	par contrat de mariage aux futurs	25	
		hors contrat de mariage	35	
Entre parents au-delà du 4 ^e degré et entre personnes non parentes	{	par contrat de mariage aux futurs	30	
		hors contrat de mariage	40	

Sont considérés comme enfants vivants ou représentés du donateur : 1^o Ceux qui sont décédés âgés de 16 ans révolus; 2^o Ceux qui, âgés de moins de 16 ans ont été tués par l'ennemi au cours des hostilités ou sont décédés des suites de faits de guerre, soit durant les hostilités, soit dans l'année à compter de leur cessation.

*
* *

Ce tarif est proportionnel alors que celui des droits de mutation par décès est progressif.

Le taux unique, retenu pour chaque catégorie de donation est naturellement un taux assez modéré. S'il en avait été autrement, les petites donations auraient été écrasées, et cela eût semblé à juste titre intolérable. Pour éviter ce danger, on a dû faire aux grosses donations une situation de faveur.

L'absence de la taxe successorale lorsqu'il y a donation entre vifs accuse encore la différence existant entre les charges qui grèvent les successions et celles beaucoup plus douces que supportent les donations.

Certes, il peut paraître périlleux de disposer de son vivant de tout ou partie de ses biens. Si toutefois les héritiers présomptifs sont dignes de confiance et méritent l'affection qu'on veut leur témoigner; le futur défunt fera taire ses appréhensions pour profiter d'une économie réellement séduisante.

Quelques exemples démontreront quelle est l'importance de la prime attachée aux libéralités faites par donations entre vifs.

Supposons tout d'abord un grand-père désirant répartir entre ses trois petits-enfants, venant par représentation de trois fils prédécédés, de la totalité de sa fortune, s'élevant à 800.000 francs.

Une donation-partage, faite conformément aux articles 1075 et 1076 du Code Civil ne donnera lieu qu'à la perception par le fisc d'une somme de vingt quatre mille francs.

Si au contraire, cette fortune se transmettait par succession, le montant cumulé des droits de mutation

par décès et de la taxe successorale ressortirait à 84.487 francs.

L'économie dépasse donc 60.000 francs. Pour des fortunes plus importantes, l'écart croîtrait rapidement.

Supposons maintenant le cas d'une donation entre époux, faite hors contrat de mariage et portant sur un capital de un million.

Cette donation coûterait 138.000 francs de droits alors que la même libéralité faite à cause de mort ferait entrer dans les caisses du fisc 278.498 francs.

Soit une économie de plus de 140.000 francs.

Sur des fortunes, plus petites, la différence est moins sensible, mais les donations restent toujours favorisées.

Un patrimoine de 25.000 francs, partagé par un grand-père entre ses trois petits-enfants, ne donnerait lieu qu'à une perception de 750 francs.

Sa répartition entre les mêmes ayants-droit, à titre de succession, coûterait 891 francs.

En tout état de cause donc, la donation se révèle plus avantageuse.

Les grosses fortunes y trouvent un moyen éhonté d'échapper aux rigueurs fiscales, en combinant le procédé légal avec des dissimulations incontrôlables.

Les biens, qui, par leurs caractéristiques, ne sauraient échapper aux investigations de l'enregistrement, sont distribués par donations authentiques, et les biens secrètement possédés restent avant comme après la mort, ignorés du fisc.

Ici encore, l'élévation excessive des droits de succession a créé un état de choses défavorable à l'Etat qu'il dépouille d'une partie des recettes escomptées.

Un instant étourdi par le fardeau qu'on jette sur ses

épaules, le contribuable a tôt fait de réagir, avec une énergie d'autant plus vive que le poids s'affirme intolérable.

Aiguillonné par une pressante nécessité, il parvient malgré toutes les surveillances et toutes les menaces, à faire glisser peu à peu une charge excessive et se dérobe à l'effort immodéré qu'on voulait lui imposer.

N'eût-on pas mieux fait de ne lui donner qu'une juste mesure, qu'il aurait vaillamment acceptée ?

*
* *

Y a-t-il un remède à la fraude légale qu'autorise le mécanisme des donations entre vifs ?

Nous ne le croyons pas : Certes, on peut accroître les tarifs et diminuer par là la prime accordée aux libéralités faites par donation entre vifs. Mais comment mettre un tarif proportionnel en harmonie avec un tarif progressif ? Si les calculs sont établis dans le but d'interdire aux grosses fortunes ce moyen d'échapper à des droits de succession extrêmement lourds, ce seront les petites donations qui se verront écrasées par des taux prohibitifs. Ces donations, faites en vue du mariage, ces partages anticipés, considérés jusqu'à présent avec tant de faveur par le législateur deviendront trop onéreux pour être pratiqués.

Une autre solution consisterait à rendre progressif le tarif des droits de donation entre vifs. Mais là encore, la fraude serait trop facile, et il suffirait au donateur avisé de multiplier ses donations en en diminuant l'importance. De cette façon, il ferait bénéficier les donataires des droits modérés perçus sur les premières tranches de la progression.

Il ne serait pas impossible toutefois de déjouer cette fraude en tenant un répertoire exact de toutes les donations faites par un même individu. Le bénéficiaire d'une libéralité antérieure qui accepterait une nouvelle donation verrait réviser le montant des droits perçus lors de la première. Le fisc additionnerait le montant des deux libéralités et appliquerait sur le total le tarif progressif. Ce mécanisme, parfait en théorie, serait néanmoins d'une réalisation pratique difficile. Si les actes de donation sont faits en des lieux distincts, le contrôle sera bien délicat. Faudra-t-il, chaque fois qu'un acte de donation sera soumis à l'Enregistrement faire des recherches dans chaque canton, pour trouver trace d'actes similaires exécutés par les mêmes parties ?

Et puis comment établir dans le système des donations entre vifs la charge si sensible que fait peser la taxe successorale sur les patrimoines transmis par décès ? Et qui donc en serait responsable ? Les donations entre vifs visent généralement des biens déterminés et en conséquence, les bénéficiaires seront presque toujours des ayants-droit à titre particulier. Or, la taxe successorale n'est due que par les ayants-droit à titre universel. Elle constitue un véritable passif de la succession. Par suite, une taxe équivalente ne peut être instituée dans le fonctionnement des donations entre vifs.

Il résulte de ce rapide examen que les donations entre vifs réalisent à l'heure actuelle un moyen redoutable pour tourner la loi, qui ne paraît pouvoir être utilement combattu que par des mesures prohibitives pour les petites donations ou encore par l'institution d'un tarif progressif dont l'efficacité resterait attachée à l'établis-

sément d'un contrôle délicat aux ramifications excessivement complexes.

Le seul élément qui puisse entraver la propagation du péril, réside dans la répugnance toujours vive manifestée par l'individu vivant à se dépouiller au profit de ses héritiers éventuels. Cette méfiance qu'il conserve même à l'égard de ceux qui lui sont les plus chers, cet amour de son bien qui persiste jusqu'à la dernière minute, constituent les seuls facteurs vraiment sérieux sur lesquels puisse compter le fisc.

*
* *

A l'occasion du budget de 1925, le Gouvernement a soumis à l'approbation des Chambres un projet de loi qui bouleverse tout le mécanisme actuels des donations entre vifs, et dont le seul but est de remédier à la fraude légale dont nous venons de signaler la possibilité.

Il s'agit tout simplement d'assimiler les donations hors contrat de mariage aux successions, en les soumettant au même tarif progressif. Toutefois, comme les donations ont toujours été vues avec une certaine faveur, et qu'elles présentent l'avantage fiscal indéniable de mettre les agents du Trésor en possession immédiate de droits de mutation qui n'auraient été exigibles qu'à la mort du donateur, il a fallu laisser aux libéralités entre vifs quelques privilèges. Une réduction leur a donc été accordée sur le montant des droits résultant du tarif des successions.

Au surplus, le texte voté par la Chambre s'exprime avec suffisamment de clarté.

« ART. 66. — Les droits de transmission entre vifs, à

titre gratuit, de biens meubles ou immeubles seront liquidés sur l'émolument recueilli par le donataire et perçus au taux fixés en principal, par l'article 30, premier alinéa, de la loi du 25 juin 1920 pour les droits de mutation par décès, avec une réduction, savoir : 1° De 10 % en ce qui concerne les héritiers présomptifs; 2° De 20 % en ce qui concerne les étrangers et les parents n'ayant pas, au moment de la donation, la qualité d'héritier présomptif; 3° De 30 % pour les donations à titre de partage anticipé faites conformément aux articles 1075 et 1076 du Code civil, par les père, mère et autres ascendants.

« Seules les donations par contrats de mariage restent soumises, quelle que soit la qualité du donateur, au tarif inséré au tableau de l'art. 32 de la loi du 25 juin 1920.

« Sont abrogés les autres tarifs dudit tableau. »

Comme corrolaire immédiat de cette disposition nouvelle, il fallait envisager le moyen de parer au danger des donations fractionnées, qui permettraient l'application systématique des tarifs inférieurs de la progression. C'est pourquoi l'article 69 du projet fait appel au seul moyen dont nous avons indiqué l'efficacité théorique dans notre exposé général du problème.

En voici les termes :

« ART. 69. — En cas de donations successives par le même donateur au même donataire, hors le cas de donation par contrat de mariage, la liquidation des droits exigibles sur chacune des donations postérieures à la première sera effectuée en ajoutant à la valeur des biens compris dans la donation, celle des biens qui ont fait l'objet de donations antérieures.

« Pour la perception à effectuer, les biens compris

dans la donation seront considérés comme inclus dans les dernières tranches de la masse totale passible du tarif progressif. »

Pour permettre le fonctionnement du système, il faut mettre le fisc à même de connaître toutes les donations antérieurement faites, par l'auteur de la libéralité.

C'est dans ce but que l'article 70 dispose : « Dans tout acte portant transmission entre vifs à titre gratuit, autrement que par contrat de mariage, les parties contractantes sont tenues de faire connaître la valeur de tous les biens sans exception compris dans les donations antérieures consenties à un titre et sous une forme quelconque, par le même donateur au même donataire. L'acte rappellera, s'il y a lieu, la date des actes antérieurs, ainsi que les nom, qualité et résidence des officiers publics qui les auront reçus, et à défaut, la date et le lieu de l'enregistrement ainsi que le montant des droits de mutation à titre gratuit qui auront été perçus, le tout sous les pénalités édictées à l'art. 77. »

La pénalité prévue est le double droit en sus.

Il est permis de se demander comment le fisc pourra exercer un contrôle exact et complet des déclarations fournies par les parties.

Si lors d'une donation faite à Bayonne, les parties omettent de rappeler un acte similaire passé dix ans auparavant à Marseille, nous persistons à croire qu'en l'état actuel des moyens d'investigations dont dispose l'Enregistrement, la fraude restera impunie. On ne peut en effet, astreindre chaque receveur à envoyer une circulaire dans tous les cantons de France chaque fois qu'un acte de donation lui sera présenté.

Par ailleurs, il existe un moyen de tourner la loi à l'abri de toute pénalité, qui consisterait à faire les do-

nations successives au nom de la femme ou des divers enfants de la personne qu'on veut gratifier. Cette interposition de personne ne fait, aux termes des textes proposés, l'objet d'aucune présomption légale édictée en faveur du fisc.

Quoi qu'il en soit, les mesures prévues pour assurer l'application régulière de l'art. 66 nous paraissent nettement insuffisantes. Il s'ensuit que seuls, les redevables honnêtes et mal informés répondront aux espérances du législateur.

Le même projet de loi s'est également préoccupé de défendre la taxe successorale contre le danger des donations anticipées. En son article 72, il impose le rapport des donations à la succession pour le calcul de la taxe : « La taxe instituée par l'article 10 de la loi du 31 décembre 1917, modifié par l'article 20 de la loi du 25 juin 1920; précise-t-il, est perçue d'après le tarif édicté par cette dernière loi sur le capital net global de la succession, augmenté de la valeur, telle qu'elle est établie pour l'assiette du droit de donation, de tous les biens donnés entre vifs à titre gratuit par le défunt, à l'exception toutefois des biens donnés à des personnes non parentes, qui ne se trouvent pas appelées à sa succession en qualité de légataires, et des biens donnés antérieurement à l'application de la loi du 31 décembre 1917. »

Cette disposition est loin d'être exempte de critiques. Il est singulier au point de vue de l'équité qu'on n'exige pas aussi le rapport des donations faites à des personnes étrangères à la succession. Si cette solution illogique a été adoptée, c'est que l'administration se sent impuissante à connaître ces donations, dès lors que les

bénéficiaires n'étant point ni héritiers ni légataires, n'ont pas à souscrire la déclaration de succession.

Pour connaître les libéralités entre vifs faites à des héritiers appelés à la succession, on a recours à la déclaration des intéressés. Que vaut un système fondé sur la sincérité supposée des déclarations dont le contrôle peut être rendu pratiquement impossible ?

D'autres objections non moins graves peuvent être retenues : Si l'actif héréditaire subsistant au décès permet l'acquittement de la taxe, sa perception pourra s'effectuer sans difficulté. Mais il peut se faire que cet actif soit insuffisant. Le fisc devra donc agir en restitution contre les donataires. Or, plusieurs d'entre eux peuvent être devenus insolvable.

En vertu de la solidarité existant entre les redevables de l'impôt, le fisc sera amené à exiger le paiement total de la taxe de ceux-là seuls qui demeurent solvables. N'y a-t-il pas là une conséquence inique pouvant aboutir à de véritables spoliations, puisque l'importance des tarifs en vigueur laisse entrevoir le cas où le donataire, poursuivi en vertu de la solidarité, devra verser beaucoup plus qu'il n'a jamais reçu ?

L'économie de la réforme votée par la Chambre, mais qui paraît devoir être réservée par le Sénat, se révèle donc décevante et dangereuse en bien des points.

En s'essayant à des solutions dont les conséquences proches ou lointaines semblent n'avoir pas été étudiées à fond, le législateur risque d'établir une situation légale infiniment pire que celle qu'il entend redresser.

L'exagération des tarifs de droits de mutation par décès nous conduit là encore à des mesures inefficaces ou injustes susceptibles seulement de stimuler la résistance fiscale qu'elles ne peuvent maîtriser.

CHAPITRE QUATRIÈME

Les Conséquences fiscales (fin)

L'Amoindrissement des Recettes futures

Nous avons démontré que la perception des droits de successions actuels constituait en réalité un prélèvement sur le capital. L'importance de cette amputation est telle qu'elle ne peut être réparée dans l'intervalle de deux transmissions successives.

Pour apprécier si le législateur traite en bon père de famille le patrimoine de la nation, il faut rechercher si ses prescriptions entraînent une exploitation rationnelle et modérée de la fortune privée ou si, au contraire, elles en provoquent l'affaiblissement. Si elles se révèlent destructrices des capitaux producteurs qui permettent l'activité industrielle et prospère des individus, elles mettent en péril les intérêts mêmes de l'Etat.

La richesse et le crédit d'un Etat reposent uniquement sur les facultés contributives de ses sujets. Si ses habitants sont pauvres, gagnant péniblement leur

vie, impuissants à créer des entreprises hardies et fructueuses, l'Etat aura beau multiplier des mesures de fiscalité rigoureuse, élever le tarif des impôts, il ne pourra faire jaillir de l'or, là où il n'y a que de la misère. Si au contraire, nous envisageons un pays où les capitaux abondent, où la prospérité règne, où l'on constate enfin un large mouvement d'affaires, nous remarquerons sans doute que les impôts rentrent bien, qu'ils sont facilement acquittés et sans murmure, et que malgré leurs tarifs modérés, ils procurent au fisc des recettes considérables marquant des plus-values inespérées.

Une bonne politique financière doit ménager la fortune privée. Elle doit la soumettre à des charges qui n'entravent point sa conservation et son développement. Procéder autrement, ce serait détruire la matière imposable et du même coup, tarir la source des revenus de l'Etat.

Tant que les droits de successions se sont maintenus à un quantum raisonnable, ils ont respecté ces principes.

La légère saignée faite au capital transmis n'avait aucunement un caractère destructif. Passé en d'autres mains jeunes et actives, il réparait bien vite la petite brèche faite par le fisc, et lorsqu'une nouvelle transmission par décès se produisait, il fournissait à l'impôt une matière imposable reconstituée, d'une importance au moins égale à celle qui avait subi le premier prélèvement.

Et le même rite s'accomplissait de génération en génération. Tel le phénix renaissant de ses cendres, le capital initial bien administré et sans cesse accru par l'effort de ses propriétaires successifs, présentait tou-

jours, malgré des prélèvements que leur modération empêchait d'être mortels, la même valeur imposable qu'à l'origine, la même ressource pour le pays.

Il n'en est plus de même aujourd'hui. Pour s'assurer immédiatement les rentrées dont il a besoin, l'Etat fait subir au capital transmis à cause de mort, une amputation si large qu'elle n'autorise aucun espoir de reconstitution. On ne peut plus s'attendre à ce que la patience, l'effort et l'économie de l'héritier réédifient le patrimoine mutilé. La plaie est trop profonde pour pouvoir être fermée et l'individu d'aujourd'hui n'a peut-être plus le courage de l'épargne que l'instabilité des temps présents peut rendre inutile et vaine.

Lors donc qu'une deuxième transmission va s'accomplir, le fisc ne retrouvera guère plus de biens que ce qu'il en a laissé subsister lors de la première opération; bien heureux encore si l'héritier d'alors n'a pas dissipé le petit pécule qu'on avait bien voulu lui laisser. Si l'Etat avait prélevé 50 % la première fois, il ne pourra, s'il applique un tarif semblable, que percevoir une recette moitié moindre.

Et lorsqu'une troisième transmission lui donnera l'opportunité d'un nouvel assaut, il n'enregistrera plus qu'un produit infime.

Les impôts actuels qui grèvent les successions vont donc entraîner assez rapidement la disparition du petit capitalisme bourgeois. Cette masse de biens suffisante pour lui permettre de garder son rang, que chaque bourgeois recueillait par succession, va aller s'amoin-drissant sans cesse, car il ne pourra plus compenser par son économie la trop dure atteinte faite par le fisc.

L'individu possesseur d'une petite fortune, les petits rentiers se feront de plus en plus rares. Seules subsiste-

ront les grosses fortunes industrielles et bancaires qui peuvent s'édifier en quelques années.

Encore une fois, c'est la classe moyenne qui souffrira, et ce sera regrettable au seul point de vue de l'Etat, car elle forme un élément social de stabilité indispensable au pays. Et puis, l'Etat perdra sa meilleure clientèle pour le placement de ses emprunts et de ses rentes. Il aura bien du mal à classer ses titres lorsqu'il n'aura plus pour se les disputer la multitude des petits bourgeois capitalistes.

Sans insister sur ces inconvénients indirects, il n'est pas niable que les charges qui pèsent maintenant sur les successions amènent une disparition de capitaux et par conséquent de matière imposable.

*
* *

Sans attendre même qu'une nouvelle transmission par décès permette au fisc la diminution des droits perçus, d'autres recettes vont se trouver amoindries.

La fortune du défunt acquittait chaque année de nombreuses contributions qui en frappaient les différents éléments. Il payait enfin l'impôt global sur le revenu. L'héritier de ses biens n'en recueillera que la part que la loi lui laisse. Et par suite, le fisc perdra immédiatement toutes les recettes annuelles inhérentes aux biens que l'Etat confisque d'un seul coup. Comme l'Etat ne fait pas de ces biens un emploi qui permette d'en escompter un revenu régulier; comme au contraire, il les utilise pour ses besoins immédiats, la perception des impôts sur le revenu enregistrera une diminution qui ne trouvera aucune compensation par ailleurs.

L'Etat agit comme un particulier qui vit sur son capital. Chaque année, ses revenus réguliers décroissent

et le mettent dans la nécessité d'augmenter les prélèvements effectués sur son capital.

Il est facile de mesurer l'abîme qu'ouvre une telle politique.

Tant que les capitaux circulent entre les mains de l'individu, l'Etat peut puiser, sans péril pour l'avenir, dans les revenus qu'ils donnent, les ressources qui lui sont indispensables. Lorsqu'il se saisit définitivement de ces capitaux mêmes, il commet un acte d'imprévoyance impardonnable et voit du même coup décroître sa richesse et se restreindre son crédit.

Notre législation fiscale est venue s'échouer sur les écueils prévus par les adversaires de l'impôt progressif. Lors des grandes discussions de principe qui ont marqué les travaux préparatoires de la loi du 25 février 1901, nombreux furent les esprits clairvoyants qui dénoncèrent le péril de la réforme. A leurs auditeurs incrédules, ils rappelaient que tout système progressif se fonde sur l'arbitraire, puisque nul criterium certain ne permet d'établir cette égalité des sacrifices subis qui est le but du système.

Ils montraient la porte ouverte à des aggravations de tarifs dont les événements tragiques devaient encore précipiter la course. Ils se pressaient les confiscations futures sur la voie desquelles on s'engageait aveuglément et démasquaient la menace planant sur les capitaux productifs.

« Je trouve l'impôt progressif sur les successions bien plus dangereux que l'impôt progressif sur le revenu, s'écriait le sénateur De Lamarzelle, par la raison que lorsqu'il s'agit de l'impôt sur le revenu, ce qui s'engouffre dans les caisses de l'Etat pour s'y perdre, c'est une partie du revenu des citoyens, c'est-à-dire une som-

me destinée à des consommations pour la plupart non reproductives de richesses, tandis que quand vous prenez ces sommes véritablement effrayantes (nous n'étions qu'en 1901) sur des successions, ce qui disparaît, ce qui est détruit à jamais en tombant dans les caisses de l'Etat, c'est une portion du capital, c'est-à-dire une portion de richesses déjà en voie de reproduction d'autres richesses; c'est le capital national lui-même qui se trouve diminué. »

Les années ont passé; cinq lois successives sont venues, par leurs coups répétés, vérifier les craintes qu'on avait conçues. Les membres du Parlement de 1901 redoutaient que l'impôt des successions n'entraînât à sa remorque l'impôt progressif sur le revenu. Il a fait plus et pire; il a installé dans nos lois, par la seule augmentation des tarifs, un impôt sur le capital qui revêt même en bien des cas le caractère d'une confiscation quasi-totale.

Le danger est d'autant plus grave que cet impôt sur le capital créé par voie indirecte ne comporte aucun adoucissement, aucune atténuation suffisante qui en rende moins odieux le fonctionnement.

La masse des contribuables commence seulement à en ressentir l'effet. En effet, chacun n'est touché que lors de l'ouverture d'une succession, et c'est la raison pour laquelle le vote des dernières lois n'a amené aucune réaction sérieuse.

Le danger se révèle chaque jour plus impérieux et si des dégrèvements ne viennent pas dans un avenir proche soulager nos capitaux et leur permettre de trouver sur le territoire national un emploi productif et une sécurité durable, c'est la fortune même de la France qui pourrait se trouver compromise,

CHAPITRE CINQUIÈME

Les Conséquences économiques

Le droit de propriété dans toute sa plénitude comprend le droit de transmettre après la mort les biens sur lesquels il s'exerce. Il ne suffit pas de pouvoir user et abuser de son patrimoine, sa vie durant; il faut encore pouvoir lui donner la destination que l'on souhaite à l'heure où la mort mettra fin à notre possession. Enlever à l'individu le droit de choisir ses successeurs, d'instituer les héritiers qui recueilleront après lui tout ce qui constitue sa fortune personnelle, c'est-à-dire le fruit de son travail et de ses peines, autant que les biens de famille auxquels des générations précédentes étaient restées attachées, c'est porter à la propriété privée une atteinte des plus graves. C'est décapiter le droit de propriété d'un de ses attributs les plus essentiels : la faculté de disposer.

Il est encore inutile de s'appesantir sur ces principes. Leur énonciation suffit sans qu'il soit nécessaire de s'étendre sur leur démonstration. La suppression de

l'héritage apparaît comme une hérésie à la plupart des économistes, et ceux qui s'en font les défenseurs sont en même temps les artisans de réformes sociales suffisamment amples et radicales pour signifier un bouleversement complet des conditions de la vie économique actuelle.

Le législateur ne s'est pas encore sérieusement attaqué au principe même de l'héritage. Tout au plus s'est-il borné à limiter plus étroitement la faculté d'hériter *ab intestat*. Il a respecté le droit essentiel de disposer par testament. Mais s'il ne s'est point encore essayé à une réforme que le mouvement des idées ne saurait dès maintenant accueillir, il a, par une voie indirecte, accompli plus de la moitié du chemin.

Si l'Etat prélève 50 % de votre succession, cela revient à vous priver de la faculté de disposer de la moitié de vos biens. Le futur *de cujus* connaît l'importance des taxes en vigueur. Il sait que, possédant cent mille francs, il ne pourra en léguer effectivement que cinquante mille à l'ami cher dont il aurait voulu faire son continuateur. Il sait que si tout son patrimoine ne comprend qu'une œuvre harmonieuse et indivisible, il faudra néanmoins la mutiler pour réaliser le partage forcé que la loi impose entre l'Etat et l'héritier.

Le droit de transmettre après sa mort n'existe donc plus dans son intégrité. Ce n'est plus qu'un droit partiel dont l'étendue est sans cesse diminuée par des lois nouvelles. Le législateur a fait de nous des mineurs perpétuels en attribuant, malgré toute manifestation contraire de notre volonté, une affectation inéluctable et précise à une quote-part grandissante de nos biens.

Les conséquences économiques qu'entraîne cette situation sont angoissantes et constituent un péril indé-

niable pour l'avenir du pays et la stabilité de son régime politique et social.

*
* *

Si nous nous plaçons tout d'abord au point de vue individuel, il n'est pas douteux que la confiscation partielle des biens héréditaires ne prive du même coup le travail et l'épargne d'un stimulant précieux.

Nul ne sait qu'elle sera la durée de son existence et par suite nul ne peut savoir s'il vivra assez longtemps pour jouir du fruit de son labeur. Cette incertitude pourrait entraver l'effort humain si la confiance de voir ceux qui vous sont chers recueillir la petite fortune amassée n'en compensait l'effet nuisible.

Certes on est ambitieux pour soi, mais on ne l'est rarement que pour soi. Ceux qui ont vécu dans la misère, qui ont lutté pour s'élever, qui parviennent au succès au déclin de leur existence savent bien qu'ils garderont toujours l'empreinte de leurs souffrances premières. La récompense est venue trop tard, et quelques années d'aisance et de tranquillité ne justifieraient pas leur long effort s'ils n'avaient eu l'espoir de transmettre à ceux qu'ils aiment le bénéfice de leurs travaux, et d'écarter de leur route les obstacles et les heurts qu'ils ont eux-mêmes subis.

Ce désir ne s'applique pas seulement aux enfants et petits-enfants; il s'étend à tous les parents ou amis sur lesquels ils ont reporté leur affection.

Priver un homme de la libre disposition de ses biens après sa mort, le réduire à un usufruit partiel, lui imposer l'Etat comme principal héritier, c'est anéantir un des motifs les plus efficaces de son activité, c'est décourager tous ses projets d'épargne.

Qu'on n'objecte pas qu'il lui faut de toute façon amasser pour assurer la sécurité de sa vieillesse. Cette sécurité peut s'acquérir à bon compte grâce aux multiples caisses de retraite, aux sociétés d'assurances, aux constitutions de rente viagère.

Entraver les dispositions à titre gratuit, c'est développer l'égoïsme, c'est amener l'individu à ne penser qu'à lui, et à considérer qu'il a fait sa tâche sur cette terre dès lors qu'il a garanti sa vie quotidienne. Il réduira son travail au strict nécessaire pour lui permettre de satisfaire ses besoins, et il se gardera bien d'édifier un pécule qui irait se perdre un jour dans la caisse sans fond des deniers publics.

Bien mieux, s'il a pu recueillir lui-même par héritage quelques bribes du patrimoine d'un parent mort, il se hâtera de dissiper le capital ainsi transmis, ayant compris par l'exemple ce qu'il advenait de ces liquidations après décès.

L'acquisition et la diffusion de ces concepts néfastes sont encore facilitées par les difficultés de la vie actuelle et l'instabilité monétaire. De plus en plus, nous constatons une frénésie de dépenser, de jouir immédiatement des biens dont on a pu s'assurer la possession éphémère.

La formation de capitaux neufs est donc nettement compromise. Le vieux bas de laine français ne veut plus s'arrondir, car il ne sais plus qui le videra.

Les statistiques d'avant-guerre nous apprenaient que notre France s'enrichissait d'environ cinq milliards par an. C'était le lent produit de l'épargne de la masse des petits possédants. C'est cette épargne qui était un de nos plus sûrs éléments de crédit. C'est elle qui permettait la couverture immédiate et le classement rapide de tous nos emprunts intérieurs, aussi bien que le placement

des emprunts étrangers, source de notre influence dans le monde. Elle est mise en péril par la législation récente.

Economiser est déjà bien difficile à notre époque de vie chère. Si après cela, l'Etat ne garantit pas à tous la propriété des biens épargnés, complète, absolue, comprenant la liberté de disposer à titre gratuit sans subir des prélèvements exorbitants, il est clair que bien sots seront ceux qui s'imposeraient des privations pour accumuler un petit capital dont ni eux ni les leurs ne profiteront peut-être jamais.

Un pays où des capitaux ne se constituent plus s'appauvrit. Son industrie trouve de plus en plus difficilement dans le public les ressources dont elle a besoin pour nourrir ses entreprises. Elle doit rechercher à l'étranger l'appui financier qu'elle n'obtient plus dans la mère patrie.

Il est inutile de s'étendre sur un pareil péril dont la réalisation placerait les organes de notre production nationale sous le contrôle de la finance internationale.

Notre change ne manquerait pas d'en pâtir, puisqu'il faudrait exporter des capitaux pour rémunérer nos commanditaires étrangers, et il est évident aussi que notre liberté d'action politique s'en ressentirait.

Il est indéniable qu'en décourageant l'épargne, nos tarifs de droit de successions, entravent la formation de capitaux nouveaux. Et c'est d'ailleurs pour cette raison primordiale que l'Italie a exonéré presque totalement les biens transmis par décès.

*
* *

Un danger plus grave peut-être, puisque plus immédiat, résulte des circonstances désastreuses qui prési-

dent au règlement des successions, par suite des exigences du fisc.

Lorsqu'une succession se compose d'espèces, de valeurs mobilières ou d'immeubles de rapport, les droits de l'Etat n'entraînent pas de difficultés graves, car l'actif peut être facilement réalisé et partagé. Il n'en va pas de même lorsqu'elle comprend un fonds de commerce, une usine ou une exploitation agricole. Il s'agit alors d'un bien indivisible.

Pour survivre à son animateur défunt, l'entreprise doit être maintenue entre les mains du plus apte à la diriger, c'est-à-dire du successeur que le *de cujus* se sera lui-même choisi.

Attaché à son œuvre, il aura le plus souvent envisagé de son vivant les mesures à prendre pour parer à sa disparition ou à sa fatigue; il aura désigné celui qu'il juge prêt à le suppléer, que ce soit son fils, son parent ou son ami.

Nous nous trouvons presque toujours en présence d'une volonté bien définie du mort qui de toutes ses forces a souhaité que l'entreprise à laquelle il a consacré sa vie poursuive son essor après lui.

S'il avait pu imaginer que cette survivance serait impossible, que son œuvre soumise à une liquidation brutale devrait s'éteindre en même temps que son créateur, aurait-il travaillé toute sa vie avec la même âme, n'aurait-il ménagé ni son argent, ni sa santé; se serait-il voué tout entier à la bonne marche de son établissement? N'aurait-il cessé ainsi de contribuer à la richesse du pays, qui est fonction de la prospérité des individus ?

Or, les difficultés apportées par le législateur aux transmissions par décès constituent une rude entrave à la continuité des entreprises privées.

Comment, en effet, le successeur désigné va-t-il pouvoir se mettre en règle vis-à-vis du fisc ? Il va lui falloir acquitter en espèces le montant des droits exigés. Où trouvera-t-il les ressources nécessaires pour se libérer d'une dette aussi considérable ?

La plupart du temps, le défunt aura investi dans ses affaires la presque totalité de ses capitaux. L'héritier ne pourra donc extraire de la masse des biens légués les sommes dont il a besoin sans mettre en péril, l'entreprise toute entière.

S'il n'a pas une fortune personnelle suffisante, il lui faudra recourir à l'emprunt. L'argent est difficile à trouver à notre époque. Les emprunts obligataires sont d'une réalisation pénible et en tous cas onéreuse. Notre malheureux héritier va donc lourdement grever son fonds. Cette dette s'ajoutant aux difficultés habituelles à tout changement de direction sus susceptibles de le faire sombrer.

Et c'est parce que bien souvent, il se rendra compte du péril, qu'il ne tentera même pas l'épreuve et renoncera bientôt à poursuivre l'entreprise léguée, ne voulant pas courir le risque d'y engloutir tout son émolument.

Les facilités accordées par la loi pour le paiement des droits sont tout-à-fait insuffisantes.

La loi du 13 juillet 1911 autorisant le paiement par acomptes n'apporte qu'un faible soulagement au redevable qu'elle astreint par ailleurs à des formalités nombreuses. En outre, il lui faut fournir des garanties qu'il n'est pas toujours aisé de se procurer.

La loi du 14 novembre 1918 est plus intéressante : un délai de cinq ans est accordé à l'héritier quel que soit le taux moyen de l'impôt. Cette faculté est un droit dont l'administration ne pourrait lui refuser l'exercice.

Enfin, aucun paiement fractionné n'est exigé et le redevable peut attendre l'expiration du délai pour s'acquitter de l'intégralité de sa dette.

Malheureusement, c'est là encore la question des garanties qui constituent l'écueil où vient se briser la bonne volonté du législateur : l'héritier doit fournir un nantissement en rentes sur l'Etat ou obligations de la Défense Nationale.

Pour bénéficier du délai octroyé, il lui faut donc avoir en sa possession les valeurs mobilières requises; or, s'il les possède, il se trouve déjà dans une situation privilégiée, et il pourrait en toute hypothèse se procurer en les négociant, les espèces indispensables.

L'héritier qui nous intéresse au premier chef, c'est celui qui recueille une exploitation agricole, un fonds de commerce, une entreprise industrielle, mais peu ou point d'argent liquide et de valeurs mobilières.

A celui-là, la loi n'apporte nul secours et il doit se débattre au milieu de difficultés particulièrement lourdes.

Un exemple concret nous permettra de mieux apprécier le caractère angoissant du problème.

Supposons qu'un industriel, possédant pour toute fortune une usine valant un million, vienne à décéder, laissant pour unique héritier son petit neveu dont il avait fait depuis plusieurs années son associé et son intime collaborateur. Nul doute que le légataire désigné soit le plus apte à assurer l'avenir de l'usine, à continuer l'œuvre interrompue, et à préserver une prospérité utile au pays. Il est préparé à sa tâche par son éducation, par les enseignements qu'il a reçus de son oncle; il y apporte en outre tout l'attachement qui dérive de la tradition familiale, tout l'amour et tout l'en-

thousiasme qu'on peut avoir pour l'entreprise au milieu de laquelle on a été élevé, et au succès de laquelle n'ont cessé de se dévouer des êtes chers.

A quelles conditions la volonté du mort va-t-elle pouvoir être exécutée; au prix de quels sacrifices l'héritier va-t-il pouvoir être réellement le continuateur du défunt ?

Il doit payer au fisc 515.029 francs, soit plus de la moitié de la valeur de ce qu'il a reçu.

Nous avons supposé que le *de cujus* n'avait pas d'autre bien que son usine. Si le petit neveu n'est pas lui-même détenteur d'un patrimoine opulent, comment va-t-il pouvoir se libérer ?

Il est permis de penser qu'il aura bien peu de chances d'emprunter dans des termes acceptables, la somme requise. Il lui faudra peut-être prendre des associés, mettre son affaire en société; bref, modifier complètement l'état de choses ancien et aliéner son indépendance.

Dans la majorité des cas, il renoncera à conserver l'usine et préférera liquider.

L'entreprise sera vendue : dans de mauvaises conditions très probablement, puisqu'il y aura une aliénation forcée, effectuée peut-être à un moment inopportun. Elle passera entre des mains étrangères qui n'auront été soumises à aucune préparation spéciale. Il y a gros à parier que pendant plusieurs années au moins, son rendement sera médiocre, et sa prospérité illusoire.

Quant à l'héritier, il perdra le bénéfice de sa préparation spécialisée. Il apportera son énergie dans d'autres affaires, pour lesquelles il n'aura ni compétence particulière, ni attachement du cœur. Peut-être même que découragé de vouer son activité à des entreprises

dont la continuité ne peut être assurée, il préférera trouver quelque emploi dépourvu de risque où des appointements fixes rémunéreront ses services. Il cessera d'être un entrepreneur.

La prospérité du pays ne peut que pâtir d'événements aussi fâcheux. L'intérêt de l'Etat est d'encourager l'esprit d'entreprise et non pas de l'anéantir. Ce ne sont pas les fonctionnaires qui constituent la richesse de la nation, ce sont les industriels, les commerçants, les agriculteurs.

*
* *

La petite propriété paysanne est elle-même menacée par les charges qui grèvent la transmission héréditaire. Nul n'ignore l'attachement fervent que porte tout paysan au lopin de terre qu'il possède. Il le chérit plus que lui-même et s'inquiète de son sort futur. La crainte de voir son bien divisé, morcelé par les nécessités d'un partage a été une des causes invoquées le plus volontiers pour expliquer la dépopulation. Préoccupé avant tout de conserver l'unité de son domaine, le petit propriétaire foncier ne veut avoir qu'un héritier, par conséquent qu'un enfant. Il n'est pas douteux, en tout cas, que la pensée que ses terres seront un jour loties et vendues lui apparaît intolérable.

Or, quelle est la conséquence des exigences fiscales à chaque transmission par décès ? L'héritier qui recueille la maison familiale, la ferme ou l'exploitation agricole, doit acquitter des droits sans cesse plus élevés; c'est-à-dire qu'il doit se procurer en argent la somme considérable qu'on lui réclame. La difficulté est la même pour lui, que pour l'industriel ou le commerçant : S'il n'a pas

de fortune personnelle, il lui faut recourir à l'emprunt, et hypothéquer ses biens. Que viennent quelques mauvaises années qui compromettent sa situation, il lui faudra, traqué par ses créanciers, vendre la terre arrosée par la sueur de ses aïeux, et cesser d'être un travailleur libre et indépendant pour se plier au service d'autrui.

Supposons que la chance le favorise, qu'il puisse régulièrement payer l'intérêt de ses dettes, il n'en est pas moins vrai que le jour où lui-même mourra, son héritier se trouvera placé dans des conditions extrêmement défavorables puisqu'il lui faudra emprunter sur un bien déjà hypothéqué. Le problème apparaîtra généralement insoluble, et la néfaste liquidation qui avait pu être retardée d'une génération, viendra mettre un terme à l'effort vaillamment poursuivi pendant de longues années par la même famille de paysans laborieux ayant vécu et étant morts dans l'amour du sol natal.

Il est à craindre du reste que l'héritier ne cherche même pas à surmonter la difficulté qu'il rencontrera. Il ne luttera pas; il abandonnera la partie. Désertant les champs paternels, il viendra s'établir dans les agglomérations urbaines. Il cessera d'être un cultivateur pour s'affirmer citadin.

La tentation de la ville, le mirage qu'elle propose aux cerveaux un peu simples de nos jeunes campagnards sont par eux-mêmes un danger des plus graves pour notre agriculture. Chaque jour, des bras robustes se détournent du rude travail de la terre pour aller chercher dans les villes une besogne moins pénible en même temps que les avantages d'une existence plus confortable et de distractions variées.

Ce qui maintient le travailleur agricole rivé à son

poste, c'est l'attachement à son bien. Lui rendre difficile la conservation de cette propriété, c'est trancher le lien qui le retient, c'est précipiter l'exode rural dont nous souffrons depuis que le développement de la grande industrie a exercé son attraction sur nos campagnes.

Exiger de l'héritier des sommes qu'il ne possède pas en espèces, c'est provoquer la liquidation du patrimoine qui lui est transmis. La charge qu'on lui impose fera pencher la balance, si en son âme encore indécise, il hésitait à s'engager sur une voie nouvelle. Il aura tôt fait de réaliser les biens légués, et riche de quelques milliers de francs, il ira tenter sa chance en louant ses services à l'industrie ou au commerce.

L'agriculture perdra un de ses travailleurs; mais aussi la France perdra un de ses petits propriétaires fonciers. Elle le remplacera par un ouvrier des villes, et nul doute que cette substitution soit peu féconde en bons résultats. La petite propriété terrienne est une des bases les plus solides de notre stabilité sociale. Entra-ver la transmission héréditaire, c'est en ruiner les fondements les plus certains, c'est entraîner peu à peu sa disparition.

Il est indéniable que les charges qui grèvent les successions pèsent sur la propriété immobilière plus que sur toute autre. En effet, dans ce domaine, aucune dissimulation n'est possible. Aucun escamotage ne peut priver le fisc de la recette qu'il put escompter. Les porteurs de valeurs mobilières, les titulaires de compte en banque à l'étranger ont au contraire une situation privilégiée qui leur permet d'échapper aux rigueurs de l'impôt.

Le propriétaire foncier ne tarde pas à se rendre compte de l'inégalité qui l'accable; il aspire lui aussi à convertir son patrimoine en biens d'une protection plus

aisée. A tous les motifs qui militent déjà en faveur de l'exode rural, s'en ajoute un autre, celui de préserver sa fortune contre des amputations sans cesse plus larges. Le paysan qui ne peut acquitter à l'aide de ses revenus le montant des droits de succession exigés, vendra ses terres et deviendra le propriétaire d'une fortune exclusivement mobilière.

L'intérêt national ne laissera pas de souffrir de cette désertion.

*
* *

Le vice essentiel de la législation fiscale des successions, est que l'exagération des tarifs empêche l'héritier de conserver en nature les biens recueillis. La soulte qu'on lui réclame est trop considérable pour qu'il la puisse verser à l'aide de ses propres deniers ou des espèces dépendant de la succession. Il est contraint de procéder à une liquidation complète des biens transmis et les conséquences en sont naturellement désastreuses.

L'argument majeur sur lequel s'appuient victorieusement les adversaires de l'impôt sur le capital, c'est la difficulté pratique de sa perception. Il est impossible d'opérer de larges prélèvements sur la fortune privée, lorsque celle-ci est investie dans des entreprises dont elle ne peut être facilement dégagée. Aussi des délais étendus devraient-ils être accordés aux redevables. C'est ainsi qu'on dût procéder à l'étranger et notamment en Allemagne pour assurer le fonctionnement d'un pareil impôt. Or, répartir sur 25 ou 30 années la perception d'un impôt sur le capital, c'est permettre d'en acquitter le montant à l'aide des revenus, et par suite, c'est en dénaturer le principe et renoncer par cela même aux

bienfaits immédiats qu'on en escomptait, notamment au remboursement total ou partiel des dettes d'Etat.

Ce respect de l'unité des entreprises, cette crainte d'en gêner l'essor par des prélèvements inopportuns ne se retrouvent plus lorsqu'il s'agit d'un actif héréditaire. Certes, le propriétaire initial, celui qu'on veut épargner en renonçant à l'impôt sur le capital, n'est plus là, et n'est point la victime directe d'une confiscation qui n'atteint que les biens qu'il a délaissés, mais l'inconvénient économique reste le même : des entreprises prospères se voient désagrégées par une liquidation que les exigences fiscales rendent indispensables.

En s'attaquant au capital lors de sa transmission par décès, on ménage les sentiments de l'électeur; mais au point de vue de l'économie nationale, l'effet de telles mesures est presque aussi néfaste.

Il ne faut pas retenir l'argument maintes fois mis en avant par les promoteurs de la législation nouvelle. L'héritage, ont-ils dit, est un avantage accidentel, sur lequel l'individu n'est pas en droit de compter. Il est donc équitable que l'état prélève une large part de ce bénéfice exceptionnel.

Il y a là une méconnaissance absolue du caractère même de l'héritage et de sa fonction économique. Il nous suffira d'y opposer un extrait du discours de M. Charles Prevet, au Sénat, lors des débats qui précédèrent le vote de la loi du 23 février 1901.

« Fortuite une succession ! c'est-à-dire peut-être la chose la plus naturelle dans la vie du monde, et la plus inéluctable !

« Vous appelez l'héritage une chose fortuite ! Mais il semblerait vraiment à vous entendre qu'il s'agit d'un

capital ou d'un bien que des étrangers apportent à des Français !

« Toute succession est le fruit naturel de l'épargne des générations travaillant non pas pour elles seulement, mais pour celles qui vont suivre, accumulant des biens en vue de l'augmentation du patrimoine et de la richesse du pays ! »

Tout patrimoine comporte un rôle dans l'économie nationale, il a son unité, sa vie propre qui lui permet de se développer et de s'accroître en les mains de ses propriétaires successifs. Cette pérennité est un des gages les plus sûrs de la sécurité financière du pays.

Il ne faut pas que la mutation par décès provoque la disparition de ce patrimoine et entraîne ainsi une destruction de capitaux productifs.

« L'héritage, a dit Leroy-Beaulieu, est un fonds destiné à la permanence et à la conservation, qui doit remplir son office avant comme après le décès; l'héritage doit acquitter la taxe que le fisc peut lui demander, mais cette taxe ne doit pas être telle qu'il en soit gravement atteint. »

En l'élevant immodérément, par des lois successives dont les dates se pressent à intervalles rapprochés, le législateur a violé ces sages principes. Le danger qui découle de ces imprudentes mesures est un des plus graves qui obscurcissent l'avenir du pays.

Il y a péril pour cet esprit d'épargne qui était une des forces les plus efficaces de la France;

Il y a péril pour l'esprit d'entreprise qui est indispensable à la prospérité de l'industrie et du commerce.

Il y a péril enfin pour notre agriculture, pour nos campagnes désertées, pour cette petite propriété foncière qui est peut-être la base la plus solide de la sécurité sociale.

CHAPITRE SIXIÈME

Les Conséquences sociales

Le régime fiscal actuel des successions constitue un péril indéniable et immédiat pour la petite bourgeoisie. Les petits propriétaires fonciers y aperçoivent un danger qui, pour être plus lointain, n'est pas moins assuré. Enfin, tous ceux qui sont restés attachés à la famille et à ses saines et généreuses traditions, en ressentent une vive inquiétude, qui, malheureusement, n'est que trop fondée.

Un des éléments les plus certains de la puissance de la France, de la stabilité de son régime politique, de sa sécurité financière réside dans son admirable classe moyenne.

C'est là que sont les vrais travailleurs, les cerveaux pondérés, doucement philosophes, les esprits sages et prévoyants, imprégnés de discipline sociale, respectueux de l'ordre public et soucieux d'économie.

C'est de ce milieu laborieux, plein de courage, de mesure, d'abnégation même, que se dégage l'âme véritable de la France.

Aux heures graves de péril national, les plus grands sacrifices peuvent lui être demandés. Elle a toujours répondu à l'appel fait à son dévouement, et les événements de la dernière guerre sont encore trop proches pour qu'on ait pu oublier la contribution décisive qu'elle a apportée à l'effort du pays.

Au point de vue financier, c'est la classe moyenne, la petite bourgeoisie qui a été la plus cruellement atteinte par la catastrophe mondiale.

Il n'est personne qui puisse contester que c'est elle qui souffre le plus de la vie chère, ses divers revenus ne s'étant généralement pas accrus dans la même proportion que s'élevait le prix des denrées de première nécessité.

Par ailleurs, c'est peut-être dans le produit de son épargne qu'elle a été le plus rudement atteinte.

De quoi se composait en effet le portefeuille de ces petits capitalistes ? Essentiellement de titres aujourd'hui dépréciés : Emprunt russe, rente française, obligations de chemins de fer. Telles étaient en effet avant la guerre les valeurs constituant des placements communément appelés « Placements de père de famille ».

L'épargne de la classe moyenne a été gravement entamée et les emprunts de la guerre et de l'après-guerre auxquels elle a patriotiquement consacré toutes ses disponibilités n'ont fait qu'empirer la situation.

Hier encore, le Ministre des Finances, M. Clémentel, reconnaissait que les ressources de l'épargne étaient momentanément taries.

Le capital possédé par la classe moyenne est donc déjà sérieusement amputé. Or, il est indispensable à l'existence même de cette classe. Il l'aide à tenir son rang,

lui permet des frais d'éducation, la soutient aux heures difficiles et assure sa sécurité.

Ce capital, déjà si menacé, et dont l'état a pourtant un besoin constant, les impôts sur successions menacent de lui donner le coup de grâce.

Etant donné les difficultés sans cesse grandissantes de l'épargne, il est permis d'affirmer que les capitaux prélevés lors des transmissions par décès ne peuvent se reconstituer dans l'intervalle d'une génération. La quotité exigée par le fisc est trop lourde pour que le travail et l'économie des héritiers puissent en compenser l'effet. La blessure faite au patrimoine est trop large, elle ne peut plus être fermée, elle reste béante.

Et c'est pourquoi il y a lieu de prévoir si des tempéraments ne sont pas apportés par le législateur à l'application de taxes excessives, un amoindrissement rapide de la classe moyenne dont les conditions d'existence deviendront de plus en plus précaires.

Le pays y perdra un des plus solides éléments de sa puissance et de son crédit.

*
* *

Si elle apparaît moins immédiatement tragique, la situation faite aux petits propriétaires fonciers par les taxes en vigueur, ne laisse pas de suggérer des craintes aussi fondées pour l'avenir.

A l'heure actuelle, les paysans bénéficient par certains côtés d'une situation privilégiée dont les avantages semblent éclipser le péril moins généralisé des confiscations successorales.

La hausse des prix a été pour les cultivateurs une source de profits évidents. Etant producteurs de choses

essentielles à la vie, les denrées qu'ils vendent suivent fidèlement les fluctuations du marché. La vie chère est une calamité qui ne les atteint pas.

Par ailleurs, les contributions qui les frappent sont sans conteste infiniment moins lourdes que celles qui grèvent les revenus de toutes les autres classes.

La cédula des bénéfices agricoles ne produit qu'un chiffre de recettes dérisoire, par la faute d'un forfait insuffisant; et la contribution foncière restera une plaisanterie tant que les évaluations cadastrales n'auront pas été sérieusement révisées.

Or, si cette révision paraît s'accomplir pour les propriétés bâties, elle semble au contraire s'effectuer beaucoup plus lentement pour les immeubles non bâtis.

Il y a donc, à l'heure actuelle, une situation privilégiée des campagnes. Mais peu à peu, ces inégalités iront s'atténuant et les pénibles réalités qu'engendre la législation fiscale des successions se révéleront en pleine lumière.

Nous avons démontré dans un chapitre précédent quelles difficultés sans issue s'imposeraient aux héritiers des petites propriétés foncières, mis dans l'obligation de verser des sommes considérables au fisc.

L'argent liquide nécessaire ne pourra être le plus souvent obtenu que par des emprunts hypothécaires.

Qu'advient-il lors d'une deuxième transmission par décès portant sur une exploitation agricole déjà hypothéquée ?

Chaque fois que le défunt n'aura pu mettre en réserve des espèces suffisantes à l'acquittement des droits, une liquidation complète devra être envisagée, et l'héritier déraciné de son bien familial cessera d'être un de ces petits propriétaires dont le grand nombre constitue

une des raisons les plus puissantes d'espérer dans l'avenir de la France et la stabilité pacifique de son régime.

Qui achètera ces biens jetés ainsi à tous moments sur le marché des terres, qui profitera de ces liquidations forcées ? Des marchands de biens, des grands propriétaires fonciers disposant de capitaux importants.

La petite exploitation agricole, le régime de la petite propriété terrienne tendront donc peu à peu à laisser la place à un régime de grandes exploitations mettant en œuvre des moyens étendus et utilisant un prolétariat nombreux.

Les cultivateurs cesseront d'être des propriétaires travaillant sur leur bien pour être de plus en plus des ouvriers agricoles salariés.

Les conséquences sociales sont évidentes. De même que la grande industrie a créé l'innombrable prolétariat des villes, les grandes exploitations agricoles, le régime des grandes propriétés susciteront un prolétariat des campagnes non moins nombreux, non moins jaloux surtout du capitalisme qui l'aura chassé des terres dont il était jadis le libre propriétaire pour l'asservir au travail salarié.

*
* *

Enfin, la famille se trouve gravement atteinte par la législation nouvelle. Non seulement la réduction de la vocation héréditaire s'efforce de restreindre le cadre familial et de supprimer tout lien légal entre des parents encore proches, mais encore l'assaut donné par le fisc aux successions, ruine-t-il peu à peu cette solidarité dans la possession des biens, cette communauté d'intérêts qui cimentaient fortement le groupe familial.

Les droits jadis sacrés de la famille sont de plus en plus négligés. Si ce mépris s'affirme dans un régime fiscal qui s'efforce à substituer aux droits de l'héritier ceux d'une trésorerie toujours avide, il n'est pas inutile de souligner que la jurisprudence des Tribunaux civils a suivi en matière de successions une évolution très parallèle à celle de nos lois fiscales.

Le législateur du Code civil, respectueux des traditions de Pothier et de d'Aguesseau, avait édicté et confirmé certaines mesures de défense tendant à maintenir dans la possession des familles, les biens laissés par le défunt.

Des dispositions très rigoureuses étaient prescrites concernant la rédaction des testaments, en même temps que la capacité de recevoir des personnes morales était strictement maintenue dans d'étroites limites.

Les décisions judiciaires rendues à la fin du xix^e siècle et au commencement du xx^e accusent un adoucissement constant du formalisme originaire en même temps qu'elles révèlent la faveur grandissante en laquelle sont considérés les fondations et les legs dont bénéficient les établissements publics et les institutions charitables.

Des testaments d'une régularité douteuse sont chaque jour validés par les tribunaux anxieux de consacrer les volontés du testateur, alors même qu'elles ne se seraient pas exprimées dans le respect de toutes les formes légales.

La nécessité de reconstituer les testaments détruits pendant l'invasion a encore aggravé cette tendance.

Sans insister sur ce caractère symptomatique de la jurisprudence moderne, il est permis d'en retenir la suppression de plus en plus accentuée des privilèges familiaux.

En but à des attaques aussi vives sur le double terrain

du droit civil et du droit fiscal, la famille ne peut que s'amoindrir dans son rôle social. L'esprit individualiste prend nettement le dessus et impose son égoïsme favorisé par les lois.

Rongé en ses limites, dépouillé de son patrimoine et de ses prérogatives, disloqué par la mort glorieuse de ses membres les plus forts et les plus sains, le groupe familial se désagrège et perd chaque jour de sa vitalité et de son influence dans la nation.

Sans vouloir brosser un tableau pessimiste de l'avenir, il est permis d'envisager avec anxiété l'aboutissement et les conséquences proches ou lointaines d'un régime fiscal des successions qui se dénonce comme destructeur de la bourgeoisie moyenne, de la petite propriété foncière, et de l'esprit de famille.

Qui donc oserait nier que la disparition ou l'amoindrissement de facteurs aussi certains d'ordre, de travail et de prospérité ne constitue un péril redoutable pour la paix sociale?

CHAPITRE SEPTIÈME

L'Infortune des Nus-Propriétaires

Celui qui reçoit 100 francs par héritage et doit en payer 80 au fisc n'est, certes, pas dans une situation bien fortunée. Encore lui reste-t-il une portion, si faible fût-elle des biens qui lui sont transmis et n'a-t-il à déplorer aucun amoindrissement de son patrimoine personnel. Si la succession qui lui échoit ne l'enrichit pas, tout au moins ne le ruine-t-elle pas. Il n'en va pas toujours de même et l'exagération des tarifs actuels a suscité des situations infiniment plus critiques qui commandent un attentif examen et imposent la découverte de palliatifs efficaces.

*
* *

L'héritier en nue-propriété ou en usufruit est redevable de droits exigibles immédiatement : tel est le fait brutal. Le nu-propriétaire dont l'entrée en jouissance est différée d'une durée indéterminée, l'usufruitier qui ne bénéficie que d'un revenu et n'a pas la disposition

d'un capital, doivent néanmoins verser sans retard au fisc une quantité appréciable de bonnes espèces. Comme ils ne peuvent trouver dans les démembrements de propriété qui leur sont attribués les éléments de ce versement, ils doivent prélever le montant des droits réclamés sur leurs biens personnels.

Lorsque les impôts sur successions avaient encore quelque modération, il n'y avait pas de difficultés sérieuses. Le nu-propriétaire d'un héritage de cent mille francs trouvait aisément les deux ou trois mille francs qu'il lui fallait payer. Peut-il en être de même aujourd'hui lorsque la somme réclamée atteindra 20 ou 25.000 francs ?

L'avantage reçu par succession est à échéance lointaine. De nombreuses années vont s'écouler avant que le nu-propriétaire profite effectivement de la libéralité qui lui est faite. Des éventualités variées peuvent rendre vaine son attente. Au contraire, le sacrifice imposé par le fisc est d'une réalisation immédiate, il comporte un appauvrissement certain sans autre compensation qu'un enrichissement aléatoire et lointain.

L'enrichissement promis est lointain puisqu'il est subordonné au décès de l'usufruitier dont l'existence peut se prolonger de longues années.

Il est surtout aléatoire. Multiples sont les hypothèses qui peuvent venir priver le nu-propriétaire du bénéfice futur qu'il escompte : Tout d'abord, la mort peut le saisir prématurément, alors que l'usufruitier n'aura pas encore cessé de jouir des biens qui lui sont confiés. Bien souvent, les âges de l'usufruitier et du nu-propriétaire sont assez voisins pour que les chances de survie apparaissent égales entre eux.

On nous objectera que les droits du nu-propriétaire

passent sur la tête de ses héritiers. Est-ce toujours une consolation suffisante ? Il peut ne pas avoir d'enfants et la perspective que des collatéraux plus ou moins éloignés recueilleront un jour la récompense de son sacrifice actuel n'en adoucira pas toujours l'expression.

Si le nu-propriétaire possède une grosse fortune, il n'hésitera peut-être pas à courir le risque qui lui incombe, mais sa situation de fortune peut être précaire et alors le problème se posera pour lui d'une façon angoissante ? Va-t-il diminuer ses revenus, entamer ses capitaux, restreindre ses dépenses et son train de vie, dans le seul espoir de recueillir un jour une importante libéralité ? Telle est la spéculation qu'il doit envisager, sans éléments sérieux d'application puisque tout le succès en repose sur la durée d'une vie humaine, c'est-à-dire sur l'imprévisible.

Là n'est pas la seule difficulté qui se pose en nos époques troublées. L'instabilité monétaire n'est pas un moindre danger. Le nu-propriétaire connaît bien la valeur des 25.000 francs qu'il va déboursier aujourd'hui; qui donc peut affirmer celle qu'auront les cent mille francs qu'il touchera un jour ? Si la nue-propriété porte sur des immeubles, le péril est moindre, mais si elle comprend des sommes d'argent, des valeurs de Bourse, le danger apparaît dans toute son ampleur. Que notre monnaie se déprécie et les cent mille francs qu'il recueillera au terme de l'usufruit auront peut-être un pouvoir d'achat moins élevé que les 25.000 francs de droits de succession qu'il aura acquittés. Certes, la situation peut être exactement inverse. Mais où est la certitude ?

Il est encore d'autres menaces qui planent sur le malheureux nu-propriétaire. Bien souvent, l'usufruit

aura été conféré sans caution ni emploi. C'est presque toujours le cas lorsque le bénéficiaire est l'époux survivant. Toute garantie lui est donc alors refusée. Il n'a qu'une créance contre la succession de l'usufruitier. Celui-ci peut dilapider les biens dont il a la jouissance, compromettre son propre patrimoine, il peut mourir sur la paille sans que le nu-propiétaire ait pu pratiquement s'opposer à une gestion qui le ruine, sans qu'il ait pu prendre des mesures effectives pour la protection de sa créance sans qu'il ait pu faire autre chose qu'assister, impuissant et navré, à la ruine de ses espérances.

Les dispositions de l'article 618 du Code Civil, qui indique la possibilité de mettre un terme à l'usufruit pour abus de jouissance, ne constituent qu'une garantie illusoire dans la plupart des cas. Elles ne sont effectives que lorsqu'il y a dégradation apparente d'un immeuble légué par exemple, mais lorsqu'il s'agit d'espèces, de valeurs de Bourse que le nu-propiétaire est sans titre pour se faire représenter, quel contrôle aura-t-il ? Il n'aura jamais le moyen de prouver l'abus de jouissance.

Le nu-propiétaire, soumis aux exigences du fisc, a donc à envisager un triple problème, il doit songer qu'il peut mourir prématurément, il doit passer outre au péril que présentera une dépréciation possible de l'éta-lon monétaire, il doit enfin accorder une confiance illi-mitée à la gestion de l'usufruitier si celui-ci bénéficie d'une libéralité faite sans caution ni emploi.

*
* *

Si le nu-propiétaire est prêt à affronter tous ces ris-ques, il faut encore qu'il en ait les moyens. Nous avons étudié les obstacles dressés par une méditation de l'es-

prit; n'y a-t-il pas aussi à mesurer l'obstacle quasi-définitif que représente l'absence de ressources nécessaires à l'acquittement des droits ?

Il arrive fréquemment que le bénéficiaire en nue-propriété ne possède pas d'argent liquide, de valeurs de Bourse facilement négociables. Il peut avoir ses capitaux investis dans des entreprises industrielles ou commerciales d'où il ne peut les dégager, plus simplement encore, il peut être pauvre. Où va-t-il se procurer les fonds qui lui manquent ?

Il ne trouvera généralement pas de prêteurs parmi les particuliers, l'indétermination de l'échéance de remboursement devant les décourager. Il n'aura d'autres ressources que de tenter l'aliénation d'une portion de sa nue-propriété au profit d'une Compagnie d'Assurances. Là encore il se heurtera à bien des difficultés. Les Compagnies n'achètent que certaines nues-propriétés : celles qui concernent des titres français ayant de solides assises. Enfin et surtout, elles n'en donnent qu'un prix dérisoire. La hausse du taux de l'argent a accru la valeur des usufruits au grand dommage des nus-propriétaires. Les barèmes fiscaux qui répartissent entre eux les charges de l'impôt n'ont pas adapté leurs chiffres à cette situation nouvelle, et le nu-propriétaire en pâtit cruellement.

Bien heureux encore s'il peut, en se dépouillant de la moitié ou des deux tiers de sa nue-propriété, obtenir les fonds indispensables au paiement des droits. Il ne faut pas oublier que très souvent, l'usufruit est octroyé sans caution ni emploi. Or, jamais une Compagnie d'Assurances n'acceptera de traiter sans que des garanties complètes lui soient fournies, sans que, notamment, les

titres aient été exactement immatriculés aux noms du nu-propriétaire et de l'usufruitier.

Etranglé par une législation impitoyable, le nu-propriétaire sera donc amené à renoncer à la succession qui lui échoit, si opulente soit-elle, impuissant qu'il est à acquitter les droits exorbitants qui grèvent sa part héréditaire.

La situation de l'usufruitier est moins tragique. Tout d'abord parce que les impôts successoraux le frappent plus légèrement et surtout parce qu'il reçoit la jouissance immédiate des biens donnés. Toutefois, il lui faut verser des droits qui dépassent fréquemment deux ou trois années de revenus et, s'il ne trouve pas dans son patrimoine propre les ressources nécessaires, il doit avoir recours à l'emprunt.

*
* *

Une réforme de la législation s'impose. Il est anormal à l'occasion de la transmission d'un démembrement de la propriété d'effectuer un prélèvement en pleine propriété. Il est illogique de percevoir une taxe dont le poids est fonction du hasard. Il est injuste de contraindre le contribuable à des spéculations sans fondement possible.

Il est équitable que celui qui reçoit de l'argent en verse une quote-part au fisc, il est admissible que celui qui reçoit des choses facilement négociables et ayant une valeur actuelle déterminée, paye l'impôt en espèces, il est inique de réclamer à celui qui ne recueille qu'une espérance la remise d'une réalité.

Pourquoi l'Etat n'accepterait-il pas de subir le sort de l'héritier ? Pourquoi ne deviendrait-il pas nu-pro-

priétaire ou usufruitier pour la quote-part correspondant au tantième des droits exigibles ?

Cette mesure, par suite des compensations qu'elle permettrait ne diminuerait pas énormément les recettes immédiates. Elle aurait par ailleurs l'avantage d'entraîner l'amortissement automatique de notre dette publique.

L'Etat percevrait le même quantum de droits que s'il s'agissait d'une dévolution en pleine propriété faite à chacun des bénéficiaires, mais ce quantum s'appliquerait pour l'un à une nue-propriété, pour l'autre à l'usufruit.

Supposons par exemple une succession léguée pour la nue-propriété à Paul, neveu du *De Cujus* et pour l'usufruit, à Pierre, son frère, âgé de 49 ans.

Supposons qu'après paiement de la taxe successorale qui est une charge de la succession, l'actif net à partager, soit 100.000 francs.

Dans l'état actuel de notre législation, le fisc va percevoir immédiatement et en espèces les droits suivants :

Sur Paul, nu-propriétaire	13.632 fr.
Sur Pierre, usufruitier	6.432 fr.

Soit au total une recette de .. 20.064 fr.

Pour éviter au nu-propriétaire qui ne reçoit qu'une libéralité aléatoire et en tout cas, d'échéance lointaine, de décaisser une grosse somme, nous proposons que les droits soient perçus de la façon suivante :

Sur Paul, nu-propriétaire : 23.712 francs en nue-propriété.

Sur Pierre, usufruitier : 17.612 francs en usufruit.

Si Paul recevait 100.000 francs en pleine propriété, il

paierait 23.712 francs. Il devra donc abandonner à l'Etat la nue-propriété de 23.712 francs.

Si Pierre recevait 100.000 francs en pleine propriété, il paierait 17.612 francs. Il devra donc abandonner à l'Etat l'usufruit de 17.612 francs.

Comment la perception s'effectuera-t-elle ? Il est clair tout d'abord que les sommes abandonnées au fisc à la fois pour la nue-propriété et l'usufruit, pourront être encaissées sans aucun délai. Dans le cas présent, l'Etat enregistrera une recette immédiate de 16.612 francs. Il aura, de plus, droit à 23.712 fr. — 17.612 fr. = 6.100 fr. en nue-propriété. Cette somme sera garantie par l'acquisition d'un titre de rente sur l'Etat d'une valeur en capital de 6.100 francs. immatriculé pour l'usufruit au nom de Pierre et pour la nue-propriété au nom de l'Etat.

Au décès de Pierre, Paul ne recueillera que 76.288 fr., mais du moins aura-t-il évité de prélever sur son patrimoine propre le montant des droits à acquitter.

Quant à l'Etat, la mort de l'usufruitier lui permettra d'amortir le titre de rente dont il était nu-propriétaire.

On pourrait encore concevoir qu'au lieu d'immatriculer un titre de rente pour l'usufruit au nom de Pierre et pour la nue-propriété au nom de l'Etat, celui-ci se bornât à assurer à Pierre une rente viagère correspondant au revenu de 6.100 francs calculé par exemple au taux d'escompte de la Banque de France.

L'avantage que notre système présente pour le nu-propriétaire n'échappera à personne. Il n'a plus à se livrer à des spéculations hasardeuses, il ne court plus de risques. Il abandonne au fisc une portion de ce qu'il reçoit effectivement et n'a plus à faire un sacrifice

immédiat dont la contre-partie apparaît incertaine et lointaine.

Le seul reproche qu'on puisse nous faire est que cette combinaison prive notre Trésorerie de recettes immédiatement exigibles en reportant au décès de l'usufruitier une partie de la perception des droits. Cet inconvénient n'est pas niable, mais il n'est que la suppression d'une injustice flagrante.

Il est profondément logique que l'Etat prélève des biens identiques à ceux que les héritiers trouvent dans leurs attributions. Ce qui heurte le bon sens, c'est de contraindre le nu-propriétaire, qui ne reçoit aucun avantage actuel et certain, à verser sans aucun délai des sommes importantes qu'il ne peut trouver dans le patrimoine transmis, c'est d'exiger du contribuable peut-être plus qu'il ne recevra effectivement, c'est d'acculer les pauvres gens, sans ressources personnelles, à renoncer aux successions qui leur étoient en nue-proprieté, impuissants qu'ils sont à payer les droits réclamés.

Certes, la situation de l'Etat est plus avantageuse sous la législation en vigueur, mais cet avantage qui se fonde sur l'injustice doit-il être conservé ? Que la quotité prélevée sur la part de chacun soit augmentée si les circonstances du moment en font une nécessité budgétaire, mais que le principe que nous défendons soit sauvegardé, qu'on cesse de réclamer aux héritiers autre chose que cela même qu'ils reçoivent par succession, qu'on se borne à exiger d'eux une quote-part, si importante soit-elle, des démembrements de propriété qui leur sont transmis.

La situation faite aux nus-propriétaires par l'élévation des droits, et l'incertitude des temps présents est intolérable. Il faut y chercher un remède et il ne nous

apparaît pas qu'il puisse s'en trouver un autre que celui qui consiste à puiser dans les biens mêmes qu'ils recueillent et dans ceux-là seulement, les éléments de leur libération fiscale.

Par ailleurs, l'Etat ne perd rien pour attendre. La nue-propiété qu'il acquiert en paiement partiel lui assure une recette importante et d'un recouvrement certain. Il n'a pas à envisager la plupart des périls qui menacent le nu-propiétaire lorsqu'il est un simple individu.

Tout d'abord, l'immatriculation du titre au nom de l'Etat le garantit contre toute dissipation de l'usufruitier.

Enfin et surtout, la Loi des grands nombres joue au profit de l'Etat, et vient supprimer pour lui la majeure partie des risques auxquels est soumis le nu-propiétaire isolé. Toute la fortune de celui-ci repose en effet sur la durée d'une vie humaine et la spéculation se révèle hasardeuse. L'Etat, lui, sera nu-propiétaire dans un nombre considérable de successions; la perception des droits ne dépendra pas de la mort d'une personne, mais du décès de milliers d'usufruitiers. On conçoit qu'aucune anomalie sérieuse ne soit à envisager dans la durée *moyenne* de leur existence.

La statistique nous apprend que, si l'on considère une même collection d'individus, le nombre annuel des décès enregistrés varie faiblement. De même que l'Etat est l'assureur-type, il est le nu-propiétaire rêvé puisqu'il peut avoir la certitude que chaque année, un nombre sensiblement égal d'usufruits s'éteindront régulièrement.

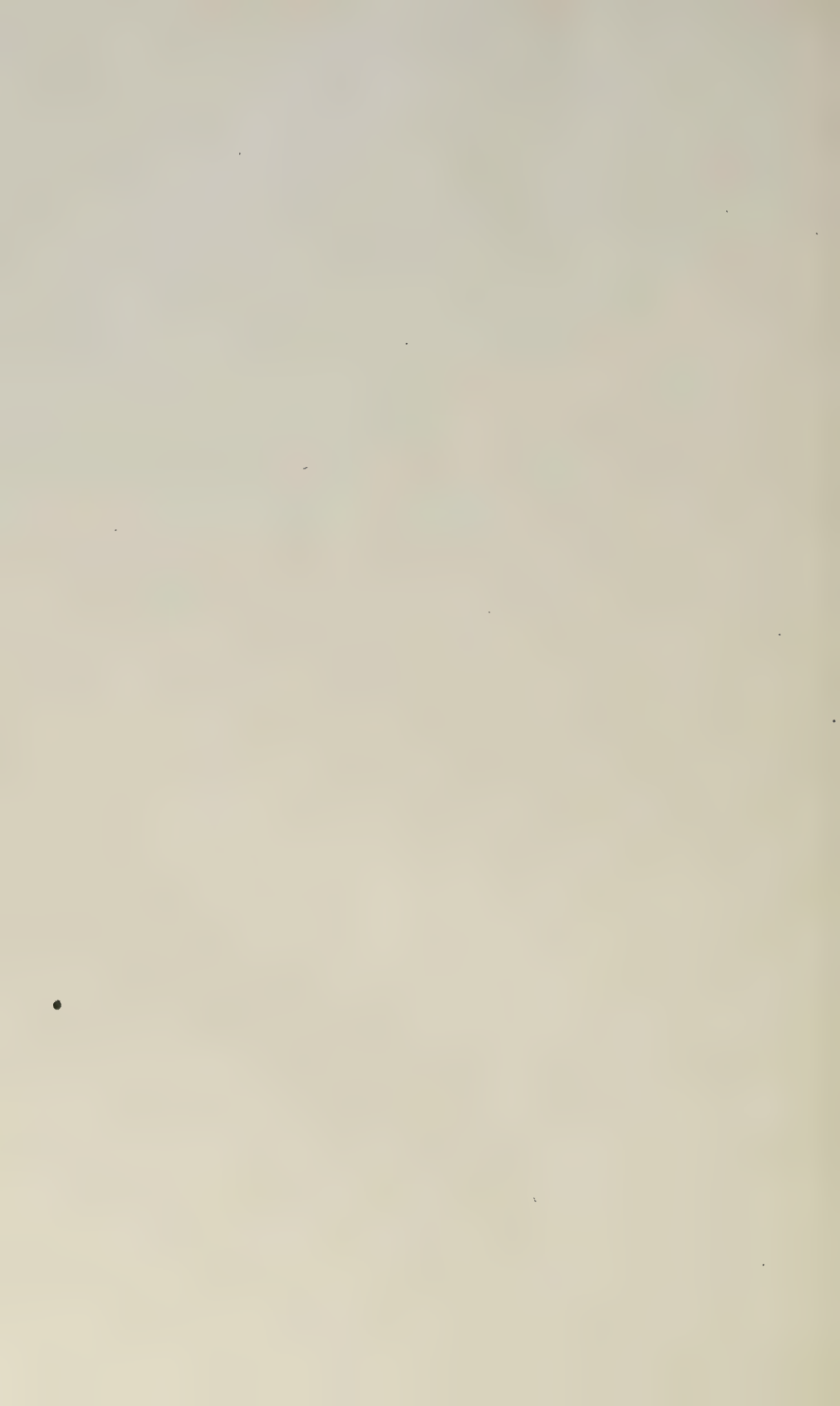
Et puis l'Etat ne meurt pas, par suite, il n'a pas à craindre de disparaître avant que le décès de l'usufruitier n'ait consacré sa prise de possession.

Tous les motifs qui pouvaient faire hésiter le nu-propriétaire à accepter une libéralité susceptible de devenir onéreuse, s'évanouissent lorsque le nu-propriétaire s'appelle l'Etat. Seul le risque inhérent à l'instabilité monétaire reste à considérer. Mais l'Etat n'est-il pas plus qualifié que quiconque pour le supporter, puisque, en définitive, notre monnaie repose sur la sagesse de son gouvernement et l'exact équilibre de ses finances. Si, par une administration habile des finances publiques, nous assistons à une appréciation lente, mais continue de notre franc, et à une hausse consécutive de nos rentes, le système que nous préconisons aura eu l'avantage de permettre l'amortissement à bon compte d'une partie de notre dette en plaçant de nombreux titres entre les mains l'Etat à un taux très inférieur à la valeur de remboursement.

*
**

En résumé, la réforme proposée mettrait fin à la situation pénible des nus-propriétaires par l'adoption d'un principe essentiellement logique, conforme à l'intérêt bien entendu des finances de l'Etat. La légère diminution des recettes immédiates trouverait sa contre-partie dans un amortissement économique de notre dette publique.

Il n'est pas inutile non plus d'indiquer que l'appauvrissement épargné au nu-propriétaire laissant entre les mains de l'individu des capitaux productifs, il n'est pas douteux que l'Etat puisse bénéficier indirectement du petit sacrifice qu'il aura fait, grâce à une plus-value quasi-certaine sur les contributions directes dont est redevable le nu-propriétaire.



CHAPITRE HUITIÈME

La Réduction de la Vocation héréditaire

La réduction de la vocation héréditaire au 6^e degré par la loi du 31 décembre 1917, sa réduction prochaine au 4^e degré, revêtent en France un caractère distinct de celui qui apparaît dans des dispositions législatives analogues adoptées à l'étranger.

L'article 755 du Code Civil admettait la successibilité jusqu'au douzième degré. Dans le courant du xix^e siècle, cette borne est apparue trop lointaine. Il a semblé que les liens de famille entre parents au huitième ou dixième degré étaient tellement distendus qu'il ne pouvait logiquement en résulter une vocation héréditaire *ab intestat*, laquelle est présumée suivre l'ordre des affections du défunt.

Le développement des moyens de communication, les exigences sans cesse plus âpres de la vie moderne ont dispersé les individus hors du groupe familial initial.

Eloignés par les résidences que leur imposent leurs occupations, absorbés par l'exercice de leur profession, ils

ne conservent guère de relations avec les arrière-cousins de leurs grands-parents, que seule une affinité de sang bien faible rappelle à leur souvenir.

Le douzième degré avait sa justification à une époque où les familles se développaient sur place, où les générations issues d'un même souche quittaient rarement le sol natal, et où par suite, les liens du sang étaient fortifiés et resserrés par un côtoiement continu et des réunions multiples dont les fêtes familiales étaient l'occasion.

Les conditions de la vie sociale en se modifiant profondément, ont incontestablement développé l'esprit individuel au détriment de l'esprit de famille et ont par suite rompu l'harmonieux accord des prescriptions législatives avec la réalité des faits.

La vocation héréditaire *ab intestat* doit suppléer à une manifestation de volonté qui ne s'est pas produite. La loi présume que le *de cuius* a voulu que son patrimoine soit dévolu à ses plus proches parents. Dans les cas, bien rares il est vrai, où ses héritiers légitimes se trouvent être cousins aux 10^e ou 12^e degré, cette présomption devient paradoxale, car presque toujours le défunt les ignoraient totalement.

En ramenant les limites de la vocation successorale au 6^e ou au 8^e degré, il semble donc que le législateur devait faire une œuvre raisonnable.

C'est pourquoi les Codes récents suisses et allemands notamment, ont restreint la vocation héréditaire aux descendants des grands parents; c'est pourquoi presque toutes les législations européennes ont ramené au 6^e degré avec ou sans représentation, la faculté d'hériter.

Seule l'Angleterre donne l'exemple de dispositions légales admettant la vocation héréditaire à l'infini.

Toutes ces mesures restrictives ont eu pour but principal de mettre la loi en accord avec une situation de fait qui ne pouvait être déniée. Le bénéfice fiscal qu'on pouvait en attendre n'est apparu que secondaire, car en tout état de cause, il se révélait très faible.

Il est tout à fait exceptionnel qu'un individu décède *ab intestat* sans laisser ni conjoint survivant, ni parents au 6^e degré dans aucune des deux lignes.

Nous pouvons donc affirmer que les législations étrangères en ramenant la vocation héréditaire à des limites plus conformes à la situation des familles, ont cherché essentiellement à se rapprocher de la vérité pratique et n'ont envisagé qu'accessoirement l'intérêt fiscal de cette limitation. Cela est encore amplement démontré par l'examen des tarifs de droits de succession très modérés qui ont été édictés dans ces pays par les mêmes codes.

Si l'on avait voulu faire payer à l'héritage une contribution plus large aux charges de l'Etat, il eût été aisé de se procurer d'importantes recettes par une légère élévation des droits en vigueur.

En assignant à la faculté d'hériter *ab intestat* des bornes plus étroites, les législations suisses, allemandes, espagnoles, italiennes, entendaient laisser intact le principe même de l'héritage, et préserver de toute atteinte le droit de propriété individuel.

*
**

Les réformes introduites en France procèdent de conceptions totalement différentes. Elles trouvent leur fondement dans la nécessité fiscale, et cela résulte à l'évidence des textes mêmes qui les ont introduites.

C'est la loi de finances du 31 décembre 1917 qui a ré-

duit la vocation héréditaire au 6^e degré. C'est à l'occasion de la loi de finances du 26 juin 1920 que les Chambres ont eu à se prononcer sur la limitation au 4^e degré.

Nous n'avons donc cessé d'assister à ce paradoxe d'une modification importante de notre droit civil attachée au vote du budget.

Ce résultat pouvait d'ailleurs être envisagé dès 1901. Dès lors que nous admettions dans le droit fiscal des successions le principe de la progressivité, il était clair que la porte était ouverte à tous les abus.

Pour que l'impôt soit d'un bon rendement, il ne faut pas se borner à frapper les gros héritages qui sont l'exception; il faut aussi atteindre les petites successions qui forment la très grande majorité.

Il s'ensuit que les tarifs de base de la double progression qui s'exerce en fonction tant du degré de parenté que de l'importance des biens recueillis, étant déjà très alourdis, et les termes de la progression étant très nombreux, on devait aboutir à des chiffres excessifs.

A mesure que les tarifs de base ont été relevés, il est apparu que la graduation de l'échelle des droits ne pouvait être harmonieusement conservée que par la suppression des derniers degrés.

Ceux-ci ayant atteint dans les législations précédentes, des proportions tellement fortes qu'aucun relèvement ne semblait plus possible, il n'y avait évidemment plus qu'à réduire la faculté d'hériter puisque les taux extrêmes qui leur étaient antérieurement attachés devenaient l'apanage des échelons inférieurs de la progression.

C'est cet argument simpliste mais irrésistible qui étaye le projet gouvernemental concernant le budget de

1925, comme il avait tenté de justifier une proposition semblable en 1920.

« L'élévation actuelle des droits de mutation par décès, déclare l'exposé des motifs de ce projet de loi, paraît appeler comme corollaire nécessaire une limitation plus accentuée de la vocation héréditaire *ab intestat* et l'attribution à l'Etat des successions des personnes qui ne laissent que des collatéraux au-delà du 4^e degré. » (Projet de loi pour le budget de 1925, Exposé des motifs, page 110).

Il était donc logique de traiter de la réduction de la vocation héréditaire dans un ouvrage consacré aux charges fiscales qui grèvent les successions.

L'appréhension totale par l'Etat est le dernier terme d'une progression dont les tarifs de base ont été sans cesse aggravés.

*
* *

Cette confiscation de l'ensemble d'un patrimoine par l'Etat appelle naturellement les mêmes critiques que nous avons formulées à l'encontre d'une confiscation partielle. Toutefois, ici, la question apparaît simplifiée. L'héritier étant définitivement évincé, chaque cas d'application de la loi au profit de l'Etat entraînera une liquidation radicale de tous les biens délaissés, et il est douteux que ces réalisations forcées accomplies dans des conditions médiocres constituent un b'enfait économique.

Si l'Etat devait fréquemment être mis en possession d'hérités tout entières, il serait à craindre qu'on assiste à une dépréciation de la valeur des immeubles bâtis ou non par suite des ventes continues auxquelles devraient procéder les agents des Domaines.

L'Etat ne pouvant se substituer à l'individu ne saurait exploiter lui-même les biens qu'il appréhende. Il lui faut donc les réaliser sans délai et il est clair que ces liquidations administratives ne pourraient que ménager de sérieux mécomptes.

Heureusement, dans l'état actuel de la législation, la réduction de la vocation héréditaire, même au 4^e degré, n'est pas de nature à mettre l'Etat en possession de nombreuses successions.

Il est au contraire permis de se demander si l'adoption du projet de loi gouvernemental, édicté dans un but fiscal ne susciterait pas au contraire une diminution de recettes.

Les évaluations budgétaires fixent à six millions seulement le bénéfice attendu d'une réduction de la vocation héréditaire au 4^e degré. Or, cette prévision, si modeste soit-elle, est encore erronée. Elle a perdu toute son actualité, et partant, sa véracité. Elle se rattache à des évaluations faites en 1917 lorsque déjà, ce projet était à l'ordre du jour.

Depuis cette époque, la documentation réunie est restée dans les cartons du Ministère, attendant que d'impérieuses nécessités viennent l'y rechercher.

Pendant ce temps, les circonstances se sont modifiées et les résultats que l'Etat pouvait escompter des mesures envisagées se sont trouvés totalement inversés.

En effet, la hausse constante des droits de mutation par décès, accomplie en 1917, 1920 et 1924 a sensiblement restreint le bénéfice que l'Etat pouvait retirer d'une appréhension totale des héritages dévolus à des collatéraux.

Ce bénéfice ne saurait être autre chose que la différence existant entre la fraction que touche déjà l'Etat

grâce aux impôts en vigueur et la totalité de l'hérédité. Il est donc égal à la part même de l'héritier collatéral. Or, cette part n'a cessé de diminuer sous l'effort du législateur.

En 1917, les artisans du projet faisaient entrer en ligne de compte dans leurs calculs, une recette équivalant à 60 ou 70 % des héritages attribués à des cousins aux 5^e et 6^e degrés, et cela était logique, puisque l'impôt ne dépassait guère en moyenne 30 à 40 %.

Les nouveaux tarifs ont renversé ces prévisions. Ce n'est plus 60 ou 70 % des successions visées que la réforme proposée pourrait faire rentrer dans les Caisses de l'Etat, c'est tout au plus 30 ou 35 %, portion à laquelle se limite déjà pour les successions de moyenne importance, la part de l'héritier du sang.

Par conséquent, en rendant totale la confiscation des successions collatérales qui est déjà partielle, l'Etat ne pourrait que s'attirer un supplément de recettes bien minime et certainement inférieur aux chiffres espérés.

Mais la réduction de la vocation héréditaire au 4^e degré aurait-elle pour effet de mettre le fisc en possession de toutes les successions actuellement recueillies par des collatéraux au 5^e ou 6^e degré

Il n'en est rien, et c'est en cela que les profanes se méprennent grandement sur la portée exacte de la réforme.

Pour que l'Etat profite de l'éviction des cousins au-delà du 4^e degré, il faudrait que le *de cujus* ne laissât ni cousin germain dans aucune des deux lignes, ni conjoint survivant.

Sous le régime du Code civil, nous ne devons pas en effet oublier deux principes fondamentaux de notre législation successorale *ab intestat*,

1° Le caractère unique de la succession qui entraîne la dévolution d'une ligne sur l'autre à défaut de parents au degré successible dans l'une des deux lignes.

2° Le droit conféré au conjoint survivant de succéder aux biens laissés par le défunt, à défaut d'héritiers du sang.

Par conséquent, lorsqu'une succession se trouvera dévolue pour partie à des collatéraux au 5^e ou 6^e degré, il y aura lieu d'examiner, avant que l'Administration des Domaines puisse intervenir, s'il n'existe pas dans l'autre ligne des héritiers au 4^e degré ou à un degré plus proche, ou si enfin, le *de cuius* n'a pas laissé de conjoint survivant.

Il est indéniable que les cas où l'Etat bénéficiera de la réduction de la vocation héréditaire au 4^e degré seront extrêmement rares.

En effet, sans parler d'une augmentation probable du nombre des testaments, il faut noter que lorsque des collatéraux au-delà du 4^e degré sont appelés à recueillir une succession, ils concourent le plus souvent avec des cousins germains héritiers dans l'autre ligne, ou même avec un ascendant du défunt. On conviendra qu'il est peu fréquent qu'une personne décède sans laisser ni père ni mère, ni ascendants, ni oncle, ni tante, ni cousins germains, dans aucune des deux lignes. Par suite, ce seront ces collatéraux plus proches, s'ils existent, qui profiteront de l'exclusion des cousins aux 5^e et 6^e degrés avec lesquels ils ne faisaient que concourir.

Même, si le défunt n'a pas d'héritiers du sang au degré successible, il faut encore qu'il ne laisse point de conjoint survivant pour que l'Etat soit appelé à lui succéder.

La priorité donnée au conjoint survivant sur l'Etat est une règle admise dans tous les pays civilisés, et il est déjà trop choquant de le voir écarté par des cousins éloignés pour qu'on songe encore à lui retirer ce privilège.

Or, si l'on envisage au point de vue successoral ce groupement social que constituent deux époux, il apparaît comme évident que, dans la moitié des cas exactement, l'un des deux, mourant avant l'autre, laissera par suite un successeur préférable à l'Etat.

On voit donc que c'est d'une façon tout-à-fait exceptionnelle que l'Etat pourra se trouver appelé à bénéficier de la réduction de la vocation héréditaire: Huit fois sur dix au moins, un collatéral plus proche de l'autre ligne ou un conjoint survivant surgiront pour appréhender la portion actuellement attribuée aux cousins du 5^e et du 6^e degré.

Et par ailleurs, nous avons constaté que dans les rares occasions où l'Etat succédera par le jeu des nouvelles dispositions proposées au législateur, il ne saurait enregistrer qu'un supplément de recettes très minime, puisqu'il confisque déjà 60 ou 80 % des hérédités qui lui échoient.

On serait peut-être tentés d'accepter cette mesure, en se résignant aux maigres rentrées qu'elle permet d'escompter, si du moins elle n'entraînait en contre-partie aucune diminution des recettes actuellement perçues.

Or, il est facile d'établir que cette réforme si peu productive coûtera par son application la plus fréquente, des sommes considérables au fisc qui se verra dépouillé d'une partie des impôts qu'il recueille sous le régime encore en vigueur.

En effet, dans les huit cas sur dix, où l'Etat ne pro-

fitera pas de l'éviction des cousins au 5^e et au 6^e degré, l'opération se traduira pour lui par une perte sèche.

A des ayants-droit acquittant des taxes variant de 60 à 80 % seront substitués des parents à un degré plus proche, redevables de taxes beaucoup moindres.

A la place du cousin au 5^e degré qui payait 70 % de droits, le fisc se trouvera en présence d'un oncle ne payant que 30 ou 40 % ou même d'un ascendant soumis à un tarif encore plus faible.

Lorsque la part des collatéraux exclus sera dévolue au conjoint survivant, la différence sera encore plus sensible, puisque celui-ci paye l'impôt au même taux que les descendants au deuxième degré, c'est-à-dire les petits-enfants. Là où l'Etat prélève actuellement 60 ou 80 %, il ne récoltera plus qu'une taxe de 10 ou 15 %, et il enregistrera de ce fait une très lourde perte.

Donc, alors que dans les espèces peu nombreuses où la loi jouera au profit de l'Etat, il n'en retirera qu'un profit dérisoire, dans la majorité des cas d'application, la réforme proposée aura pour effet de substituer à des redevables d'impôts très lourds des ayants-droits soumis à des tarifs relativement légers.

Il est facile de conclure que le supplément de recettes réalisé sera largement dépassé par la diminution des droits de mutation actuellement perçus.

*
* *

Réduire la vocation héréditaire au 4^e degré, c'est porter une rude atteinte au droit de propriété, c'est toucher aux droits sacrés de la famille, sans autre résultat financier qu'un déficit indiscutable.

Telle donc qu'elle se présente, la mesure ne saurait

être adoptée si les membres du Parlement veulent bien se livrer à un consciencieux examen.

Pour qu'elle fût productive, il faudrait supprimer la dévolution d'une ligne sur l'autre et ruiner ainsi un des principes les plus certains sur lesquels repose notre législation civile : celui de l'unité des successions.

Il ne saurait être question de bouleverser ainsi le Code à propos d'une loi de finances, et il apparaîtrait peu sage de détruire l'harmonie d'une œuvre qui depuis vingt ans a fait ses preuves, pour ajouter quelques millions à des recettes fiscales qui atteignent trente cinq milliards.

Il ne faut pas songer non plus à supprimer la faculté de succéder octroyée au conjoint survivant. Mais il est une mesure à envisager qui, dès maintenant, pourrait produire ses fruits, et en tout état de cause, remédierait à un des inconvénients que nous avons signalés.

La loi du 28 avril 1816 disposait que « lorsque l'époux survivant serait appelé à une succession à défaut de parents au degré successible, il serait considéré, quant à la quotité des droits, comme personne non parente. » (Loi du 28 avril 1816, Titre VII, art. 53).

Le législateur de 1901 n'a pas cru devoir maintenir cette prescription. En effet, le tarif institué marquait une telle augmentation sur les droits précédemment en vigueur qu'il apparaissait choquant de soumettre l'époux survivant à une taxation aussi lourde.

Le raisonnement était d'ailleurs imparfait. Puisque la loi n'appelle le conjoint survivant qu'à défaut de parents au degré successible, il faut en conclure qu'il n'occupe pas un rang privilégié, mais qu'au contraire, les rédacteurs du Code civil l'ont considéré avec une défaveur marquée.

La loi du 9 mars 1891 n'a apporté qu'un adoucissement à ce principe, en créant à son profit un droit spécial d'usufruit.

Dès lors donc que le conjoint survivant est moins bien traité qu'un cousin au 6^e degré dans la législation civile des successions *ab intestat*, pourquoi la législation fiscale devrait-elle lui accorder un régime de faveur ?

Où bien il faut admettre que l'époux doit être préféré aux collatéraux, ainsi que de nombreuses législations étrangères en ont décidé ou bien il doit prendre rang dans l'échelle du tarif progressif de droits de mutation, après l'ordre d'héritiers qui le prime.

Ceci bien entendu, ne doit s'entendre qu'à des successions *ab intestat*.

Lorsque le défunt a testé en faveur de son conjoint, une imposition trop lourde ne saurait être acceptée.

On peut objecter qu'il y a un certain illogisme à imposer différemment un héritier suivant qu'il a été investi par testament ou par la seule autorité de loi.

A vrai dire, lorsque le conjoint survivant recueille la succession *ab intestat*, il profite des dispositions légales qui ont réduit la faculté d'hériter et lui ont conféré ainsi une vocation qu'il n'aurait pas pu espérer auparavant.

Lorsque la parenté légale s'étendait jusqu'au douzième degré, il était à peu près impossible, à moins de filiation naturelle, de mourir sans héritiers au degré successible, et dès lors que l'actif délaissé méritait quelque attention, un généalogiste pouvait toujours parvenir à découvrir quelque héritier bénéficiant de la bonne aubaine.

En réduisant hier la vocation héréditaire au 6^e degré,

en la ramenant peut-être demain au 4^e degré, le législateur aura octroyé un avantage considérable à l'époux survivant dont les droits de successible ont cessé d'être une possibilité purement théorique.

N'est-il pas équitable que le conjoint survivant ainsi favorisé paye du moins les mêmes taxes qu'aurait acquittées l'héritier du sang qu'il évince ?

Certes, il est dur d'exiger d'un époux un prélèvement aussi considérable; mais il ne nous apparaît pas qu'il puisse y avoir d'autres moyens susceptibles de faire produire à la réduction de la vocation héréditaire ce supplément de recettes qu'on veut en espérer.

*
* *

Nous aboutissons à un dilemme. Les droits de mutation ont atteint un taux si élevé qu'il devient impossible de les augmenter encore. Si donc les successions doivent faire la matière de nouvelles recettes fiscales, il faut envisager la confiscation totale par l'Etat des successions entre parents éloignés. Or, nous avons vu que la réduction de la vocation héréditaire au 4^e degré était impuissante à provoquer un résultat satisfaisant dans l'état actuel de notre législation civile.

Il faut donc, ou renoncer à faire peser de nouvelles charges sur les héritages, ou compléter les mesures projetées par des dispositions encore plus radicales ayant pour but de les rendre efficaces.

Si l'on veut respecter les fondements de notre droit civil, si l'on répugne à soumettre le conjoint survivant à des prélèvements exorbitants, il n'y a qu'à abandonner la voie dans laquelle s'était engagé le législateur depuis 1917 en restreignant sans cesse la faculté d'hériter *ab intestat* dans le but d'en retirer un bénéfice fiscal.

Lorsqu'on aura envisagé quelles médiocres recettes ces mesures qui constituent une grave atteinte au droit de propriété peuvent assurer au Trésor, on conviendra qu'il est préférable de s'arrêter sur le chemin de la confiscation qui s'est révélé odieux et improductif.

La limitation de la vocation héréditaire au 6^e degré cadre aussi exactement que possible avec l'état des relations familiales au vingtième siècle. Il y a lieu de s'y tenir.

« En restreignant au 6^e degré inclusivement (cousins issus de germains), le droit de succession en ligne collatérale, déclarait M. Peytral alors Ministre des finances à la Tribune de la Chambre en 1888, il semble qu'on tienne suffisamment compte des liens de famille auxquels il ne s'agit pas de porter atteinte et qu'on ramène à des proportions plus exactes et plus conformes aux données de l'expérience la présomption qui sert de base à la dévolution héréditaire reconnue par la loi. »

Cette appréciation sage et mesurée de la question a encore toute son autorité aujourd'hui.

La nécessité fiscale seule pourrait en détruire la valeur.

Or, il est démontré qu'aucun produit utile ne peut être escompté d'une nouvelle réduction, si on ne l'appuie pas de mesures devant lesquelles on recule encore.

CONCLUSIONS

Cette étude a démontré à quels inconvénients graves et redoutables aboutissait la mise en œuvre d'un tarif fiscal exagéré grevant les capitaux lors de leur transmission par voie héréditaire. Outre le péril d'ordre économique et social qu'il laisse apparaître, il n'est que trop certain qu'il ménage également de cruelles déconvenues au point de vue financier.

Le rendement de l'impôt est menacé tout d'abord par l'augmentation de la fraude et ensuite par la destruction de la matière imposable.

Pour obvier à cette situation critique, le législateur s'est préoccupé seulement de prévenir et de réprimer les dissimulations fiscales.

La disparition des capitaux productifs ne semble pas jusqu'à présent avoir retenu sérieusement son attention. C'est que la fraude constitue une menace sinon plus grave, du moins plus pressante et que par ailleurs, l'unanimité se fait facilement sur la nécessité de la combattre.

Est-il pourtant lutte plus décevante ? L'ingéniosité du fraudeur est infinie. Il découvre toujours quelque nouvelle fissure dans l'œuvre imparfaite, parce que

hâtive et inharmonieuse, du législateur. Ce n'est que lorsque cette brèche s'est longuement révélée qu'une loi nouvelle édicte les mesures propres à la neutraliser. Ces prescriptions plus ou moins bien étudiées ouvrent généralement la porte à d'autres abus, qu'il faudra encore plusieurs années pour arriver à vaincre.

Ainsi la fraude précède toujours dans ses manifestations, les prévisions du législateur. Endiguée en un point, elle a tôt fait de se donner libre cours par quelque autre voie, et l'initiative du fraudeur, devançant toujours l'apparition des textes répressifs, elle s'établit à l'état permanent, modifiant seulement, suivant les époques, la forme de ses procédés variés.

Il faudrait que le législateur parvint à imaginer à l'avance tous les moyens par lesquels les redevables pourraient tenter d'échapper à la rigueur des lois. Or, cette prévision apparaît impossible dès lors qu'on s'écarte d'une œuvre juridique, homogène, logique et coordonnée, pour accepter des dispositions sans lien étroit avec les principes généraux de notre droit, et qui n'ont d'autre but que d'assurer la réalisation d'un dessein précis et limité, au risque de se mettre en désaccord avec les règles fondamentales de la législation civile.

L'élévation des tarifs est un stimulant irrésistible de la fraude. Elle lui confère une prime sans cesse plus importante et lui donne la possibilité d'utiliser des procédés plus coûteux auxquels des tarifs modérés ne lui auraient pas permis d'accéder.

La solution du problème angoissant que soulève le développement de la fraude ne semble donc pas devoir être trouvée dans une excessive sévérité de nos lois. Sa cause profonde réside dans l'exagération de l'impôt, et

son seul remède efficace apparaît dans une révision des tarifs en vigueur.

De tous les dangers présentés par l'aggravation des impôts sur successions; le développement de la fraude est le seul qui ait été combattu, sans succès d'ailleurs, par le législateur. La destruction de la matière imposable, l'exode des capitaux, les inconvénients multiples d'ordre économique et social que nous avons soulignés ne paraissent pas pouvoir être limités efficacement par des mesures accessoires. Pour parer au péril que tout dénonce, il n'est d'autre remède que de s'attaquer à la cause même du mal. Ce n'est qu'en dégrevant les successions trop lourdement taxées qu'il pourra être conjuré.

Un retour en arrière s'impose, et il doit s'effectuer promptement. Il ne faut pas considérer que d'autres dégrèvements doivent obtenir la priorité et reculer toute réforme du régime fiscal des successions à des temps meilleurs. S'il est constant qu'il existe en effet d'autres situations douloureuses qui appellent un soulagement, il ne faut pas oublier que si elles semblent plus critiques au point de vue individuel, il n'en va pas de même au point de vue de l'intérêt général.

Chaque jour qui passe voit de nouveaux contribuables s'enrôler dans l'armée des fraudeurs et y acquérir des habitudes et une mentalité dont ils se déferont difficilement par la suite. Chaque jour, de nouveaux capitaux s'expatrient et trouvent à l'étranger un emploi qu'ils n'abandonneront peut-être pas au premier appel. Chaque jour enfin, la nécessité de payer des droits exorbitants chasse de l'entreprise paternelle, ou du domaine familial, l'héritier impuissant à satisfaire les exigences du fisc.

L'Exemple de l'Italie

Par delà les Alpes, les finances italiennes, régénérées par un gouvernement énergique et inspirant la confiance, ont tenté une expérience dont le brillant résultat laisse à réfléchir.

Sans nier toutes les réserves qu'on peut opposer au système fasciste, il faut rendre hommage aux mesures radicales qu'il a fait édicter en faveur des successions. Au lieu de poursuivre l'élévation de taxes dangereuses pour la prospérité générale, le gouvernement de M. Mussolini a préféré renoncer presque totalement aux recettes considérables fournies par les droits en vigueur; désirant avant tout, favoriser le développement du capital national, et faire confiance enfin à l'effort industriel et commercial du pays, seul fondement certain de la richesse publique.

En 1923, une réforme profonde a ainsi modifié le système fiscal italien. Tous les droits de mutation par décès ont été supprimés en ligne directe, entre époux et entre collatéraux jusqu'au 4^e degré exclusivement.

Entre collatéraux au 4^e degré et au-delà ainsi qu'entre étrangers, le principe de l'impôt a été maintenu, mais il a été établi sur des bases très modérées et le prélèvement fait par l'Etat ne saurait aucunement être considéré comme une confiscation.

Voici d'ailleurs le tarif institué à dater du 9 juillet 1923 :

Tarif applicable :

- 1° Entre collatéraux au 4^e degré et au-delà;
- 2° Entre alliés;
- 3° Entre personnes non parentes.

Jusqu'à 10.000 liras	12 %
De 10.001 à 25.000 liras	15 %
De 25.001 à 50.000 liras	18 %
De 50.001 à 100.000 liras	22 %
De 100.001 à 250.000 liras	26 %
De 250.001 à 500.000 liras	30 %
De 500.001 à 1.000.000 liras	35 %
De 1.000.001 à 5.000.000 liras	40 %
De 5.000.001 à 10.000.000 liras	45 %
Au-delà de 10.000.000 liras	50 %

Si nous rapprochons ce tarif du tarif français, nous constaterons par exemple que pour une succession de 100.000 francs, un cousin issu de germains paiera en Italie 18.950 liras et en France 43.352 francs. Ces chiffres se passent de commentaire.

La réforme accomplie en Italie n'a point été la conséquence d'une situation financière florissante permettant des dégrèvements. Elle a eu pour but au contraire de contribuer à l'œuvre de redressement entreprise par le nouveau gouvernement.

Si l'on a soulagé les successions, ce n'est point par suite de l'abondance des recettes, c'est au contraire parce que l'on attendait des nouvelles mesures un effet favorable du seul point de vue financier.

L'Italie est un pays où le capital est rare et la main-d'œuvre nombreuse. Il importe donc de ne pas décourager les capitalistes et de leur donner au contraire des gages de sécurité et de confiance. C'est pourquoi on a supprimé la nominativité des titres et exonéré de tout impôt le revenu du capital importé. C'est pourquoi enfin on a renoncé à réclamer des droits de succession entre parents proches et adouci ceux existant entre cousins éloignés et personnes non parentes.

Laissons d'ailleurs la parole à M. Mussolini pour nous indiquer la portée et le sens de sa réforme :

« Cette mesure, dit-il, qui se détache des directives universelles de notre époque en matière d'impôts sur les successions, constitue la garantie certaine de la continuité historique de la nation. Elle veut bannir un système financier qui pousse le citoyen à ne connaître que sa propre existence individuelle, à ne vouloir travailler que pour lui seul, à préférer l'acquisition d'une rente viagère à l'assurance sur la vie au profit de ses descendants, à se laisser enfin aller à la dépense au lieu d'épargner, faisant ainsi gravement échec à la formation du capital, c'est-à-dire à la puissance productive de la nation. Sur le terrain financier, le fascisme représente une conception opposée à cette politique de combustion des capitaux qui ne tient compte que des résultats immédiats en négligeant les effets lointains et définitifs. » (Il Popolo d'Italia, 18 août 1923).

Cette réaction si nette de la politique financière italienne devait aboutir à un plein succès. Il semble qu'elle ait ouvert une ère de confiance, en les destinées de la nation. Nous avons assisté à une brillante reprise de sa devise si gravement dépréciée. En moins d'une année, les 100 liras qui étaient tombées à 55 francs ont atteint et dépassé même le cap de 100 francs. Des résultats aussi exceptionnels ne correspondent évidemment pas exactement aux réalités pratiques plus lentes à évoluer. Ils anticipent sur l'avenir, mais ils ne font ainsi que précipiter les phases d'un progrès qu'une confiance unanime laissait percevoir.

Les courageuses initiatives prises en matière fiscale par l'Italie, lui ont assuré un large crédit et ont été

pour les capitaux étrangers, dont elle a tant besoin, une cause de séduction puissante.

*
* *

Un tel exemple doit nous faire méditer. Un grave problème se pose aujourd'hui pour nos finances : Va-t-on persister à pourchasser les capitaux, à décourager l'épargne et l'esprit d'entreprise ? Va-t-on au contraire renoncer à un système dont le rendement s'avère décevant malgré la multiplication des mesures d'inquisition fiscale et les pénalités draconiennes mises en vigueur ?

N'apparaît-il pas que la richesse d'un Etat est faite entièrement des facultés contributives de ses sujets, et que par suite, une sage politique doit tendre à accroître la matière imposable au lieu de la détruire. Ce n'est que dans l'opulence des contribuables que le fisc pourra réaliser des prélèvements susceptibles de lui assurer des recettes considérables sans porter atteinte à la fortune privée.

C'est l'individu seul qui, par son travail, est capable d'apporter à son pays un supplément de richesses dont il profitera ensuite. Il importe donc de favoriser l'activité des particuliers; or, l'esprit d'entreprise ne pourra être stimulé que par le respect de la propriété privée et la sécurité garantie aux capitaux.

Le régime fiscal actuel des successions conduit à la confiscation du patrimoine individuel et à la destruction des capitaux productifs. Il réalise, par ses conséquences désastreuses, le péril le plus direct pour le crédit de la France, puisqu'il vient tarir la source même de ses revenus.

Nous n'invoquons pas les droits de la famille; nous ne discutons pas la légitimité de l'héritage; mais nous

croyons fermement que la libre transmission des biens par voie successorale permet le maintien nécessaire entre les mains de l'individu, de capitaux que seul il est à même de faire fructifier, et assure, à travers les générations la continuité harmonieuse et efficace de l'effort humain.

C'est pourquoi, après avoir consacré cet ouvrage à dénoncer les effets angoissants de l'aggravation des charges qui grèvent les successions, nous voulons garder l'espoir que l'observation impartiale des réalités économiques triomphera bientôt des aveugles raisons de la politique et fera l'unanimité autour d'une réforme que les nécessités fiscales suffisent à imposer.

Vu : *Le Président de la thèse,*

ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPEL.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Le changement de caractère des droits de mutation par décès	5
CHAPITRE PREMIER. — <i>Historique</i> des droits de mutation par décès depuis la Révolution française jusqu'à nos jours	11
CHAPITRE DEUXIÈME. — <i>Les Conséquences fiscales.</i> — L'augmentation de la fraude	33
CHAPITRE TROISIÈME. — <i>Les Conséquences fiscales</i> (suite). — La fraude permise par la loi : Le régime des donations entre vifs	41
CHAPITRE QUATRIÈME. — <i>Les conséquences fiscales</i> (fin).. — L'Amoindrissement des recettes futures ..	53
CHAPITRE CINQUIÈME. — <i>Les Conséquences économiques</i>	59
CHAPITRE SIXIÈME. — <i>Les Conséquences sociales</i> .. .	75
CHAPITRE SEPTIÈME. — <i>L'infortune des nus-propriétaires</i>	83
CHAPITRE HUITIÈME. — <i>De la réduction de la vocation héréditaire</i>	95
CONCLUSIONS. — La nécessité d'un retour en arrière. L'exemple de l'Italie	109

GRANDE IMPRIMERIE DE MEULAN (S-ET-O.). — A. RÉTY
